

1
APRES LE DOUBLE AVERTISSEMENT DE SKHIRAT ET DE KENITRA

La monarchie marocaine en sursis...

Londres livre à Rabat les deux officiers
qui avaient demandé l'asile politique à l'Angleterre

"SOIR"
19/8
III → Su

Au surlendemain de la tentative d'assassinat contre Hassan II, et au lendemain de la disparition dramatique du général Oufkir, trois grands thèmes se partagent l'actualité marocaine.

1°) Les commentateurs sont quasi unanimes à prédire des lendemains difficiles au régime chérifien, même s'il apparaît que celui-ci a actuellement la situation bien en main, et s'il n'est pas établi que le complot manqué de mercredi a bénéficié du concours d'une appréciable fraction de l'armée. Ce qui semble clair, par contre, c'est que les forces armées n'ont pas renoncé à faire de la politique, malgré les mesures d'apaisement prises en faveur des militaires par le roi Hassan II après le premier et grave avertissement que constitua, il y a treize mois, la tuerie de Skhirat. Les jeunes et une partie des Marocains énigrés constituent un autre facteur d'opposition, dont les récents événements pourraient accroître le dynamisme.

2°) La version officielle de la mort du général Oufkir suscite moins de scepticisme que l'on pouvait s'y attendre. Les milieux dirigeants marocains, comme plusieurs diplomates étrangers, inclinent à penser que le général pourrait s'être effectivement suicidé. On explique que l'homme de confiance du Roi se serait senti profondément atteint dans son honneur en constatant l'échec de ses efforts pour reprendre l'armée en main, comme le lui avait demandé Hassan II. Si cette version est exacte, il faudrait en déduire que le soulèvement de Kenitra aurait eu beaucoup plus d'ampleur que celle que lui a attribué le régime de Rabat.

Par ailleurs, on s'explique mal comment une personnalité d'une

intelligence aussi remarquable que le général, disposant de pouvoirs extrêmement étendus et d'appuis sûrs dans l'armée, la police et les administrations locales, aurait pu faire montre d'un tel « amateurisme » s'il avait effectivement organisé un complot contre le Roi. Il reste cependant que beaucoup d'observateurs se refusent à croire, en raison même de la personnalité de Mohammed Oufkir, qu'il ait pu mettre fin à

ses jours s'il n'avait pas été acculé à cette solution désespérée. La question, à tout prendre, ne revêt qu'un intérêt secondaire : ce qui est capital, c'est que le souverain marocain a perdu « l'homme fort » sur lequel il comptait pour assurer la pérennité de son régime.

3°) Le gouvernement britannique a suscité la stupéfaction de l'opinion internationale en livrant aux autorités marocaines les deux

officiers réfugiés à Gibraltar et qui lui demandaient l'asile politique. Cette décision a été prise trop tard pour que la presse anglaise puisse la commenter, mais le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne fera rien pour accrédi- ter la réputation de terre d'asile ouverte à tous les réfugiés politiques qui est celle de l'Angleterre. Les explications embarrassées du Foreign Office traduisent d'ailleurs une gêne évidente...

Oufkir est mort, vive le Roi...

De notre envoyé
spécial

Nouasser,
aéroport de Casablanca,
jeudi, 14 heures.

L'annonce du suicide, dans la nuit de mercredi à jeudi, du général Oufkir, l'homme fort du régime, le confident du roi Hassan II, le chef suprême de l'armée, celui qui au lendemain de la tentative du coup d'Etat à Skhirat, en juillet 1971, rétablit l'ordre et détint pour un temps les pleins pouvoirs, est tombée sur les télécriteurs des organes de presse depuis près de cinq heures. L'aéroport présente cet aspect à la fois débonnaire et nerveux de tout aéroport ordinaire. Pas de soldats. Pas de service de sécurité renforcé. Le flux et le reflux des touristes avides (et com-

blés) de soleil africain. L'officier de sécurité examine mon passeport avec un regard sévèrement réglementaire.

— Vous êtes touriste ?

— Non, journaliste.

Son visage s'illumine d'un immense sourire. Il a l'air de me dire, imperceptiblement : « déjà ».

Pour obtenir des dirhams, il me fait repasser dans la zone de transit.

Au retour, un policier m'arrête. Un deuxième à l'autre bout des barrières de contrôle, lui crie : « Fiche- lui la paix, c'est un journaliste ».

Tout le monde s'esclaffe. L'ambiance présente l'aspect traditionnellement bon enfant qu'affichent volontiers les Arabes, et pourtant, dans ce pays, hier, des chasseurs de combat ont attaqué à la roquette et à la mitrailleuse, le « Boeing » de Royal Air

Maroc, qui ramenait le souverain de France. Et cette nuit, le général Oufkir est mort.

Mais les signes d'une situation anormale se dessinent bientôt. Pas de correspondance pour Rabat. L'aéroport attaqué par les pilotes mutins, est fermé au trafic. Au sortir de Nouasser, un premier barrage de la gendarmerie. Et s'il n'y pas d'hommes armés à l'aéroport même, ils ne sont pas loin puisque la caserne est installée à un kilomètre à peine de là.

Sur la route longue d'une centaine de kilomètres qui mène de Casablanca à Rabat, les barrages de police et les contrôles de gendarmerie alternent. Mais la capitale est bruisante de la cohue quotidienne.

Robert ROUYET.

(SUITE EN TROISIEME PAGE.)

A l'ordre du jour

Le quatrième khalife après Mohamet, l'imam Ali Ben Abi Taleb eut deux fils, qui s'appelaient Hassan et Hussein. Les deux furent assassinés dans la lutte qui opposa les partisans d'Ali (les Shiïtes) et les premiers fondateurs de l'Empire omayyade. Après quinze siècles, on retrouve, dans le monde arabe, l'un de ces noms en Jordanie et l'autre au Maroc.

Les deux souverains ont, entre eux, plusieurs dénominations communs. Tout d'abord, tous deux remontent, par leurs origines, à la famille du Prophète. Ensuite, ils possèdent tous les deux la « baraka » d'Allah, la chance. Hussein et Hassan II ont échappé à maintes reprises, chaque fois par miracle, à l'assassinat. Puis, ils ont le même ennemi inflexible : le fougueux colonel Kadhafi, président du conseil révolutionnaire de la Libye, qui ne cache pas son désir de voir les deux têtes royales tomber sous les balles des révolutionnaires arabes.

Pourtant, Hussein cherche à se présenter devant l'opinion arabe comme un vrai nationaliste, quoique du golfe Persique à l'Atlantique, il soit désigné comme un traître à la cause arabe, notamment depuis la liquidation de la résistance palestinienne sur son territoire.

Hassan II, de son côté, se prétend réformateur et progres-

siste. « Assumer son destin, a-t-il dit récemment, c'est combattre le sous-développement et assurer à chaque citoyen, et surtout aux couches les plus déshéritées de la nation marocaine, le bien-être dans la dignité. » Une bonne partie des Marocains le qualifient cependant de dictateur, de féodal, de réactionnaire, et aussi de « play boy ». Enfin, les deux chefs d'Etat sont prisonniers de leurs propres fidélités. Hussein, des Bédouins de son royaume, et Hassan II, de la classe féodale parmi les civils et les militaires.

Quelques jours avant sa disparition de Paris, le 25 octobre 1965, Mehdi Ben Barka déclara à M. Heykal, rédacteur en chef d'« Al Ahram » du Caire : « L'armée marocaine constitue un obstacle à toute évolution démocratique dans notre pays, et à plus forte raison à toute option révolutionnaire. Elle est loin, étant donné qu'elle est une armée de métier, d'être le reflet des sentiments populaires. Ses dirigeants sont avant tout au service de leurs propres intérêts et de leurs propres alliances. Ces éléments, ajouta-t-il, seront amenés à intervenir pour empêcher

toute collaboration entre le roi et son peuple. Si jamais ils ne réussissent pas dans la pression qu'ils exercent sur le roi, ils pourraient se trouver dans une situation telle qu'ils seraient obligés à déposer le roi. »

Les auteurs du putsch manqué de Skhirat, en juillet 1971, de même les « mauvais tireurs » de mercredi, apparaissent comme des nationalistes révolutionnaires, mais ce n'est pas certain.

De son côté, « Al Koutlah Al Watania », le front d'opposition, qui groupe le parti de l'Istiqlal et l'Union nationale des forces populaires, est suspecté pour sa mollesse et sa passivité, et cette opposition reste, au fond, royaliste, prête à collaborer avec Hassan II, mais sous conditions.

Quant aux agitations estudiantines, elles étaient suscitées surtout par des revendications qui n'avaient rien à voir avec la question royale. En effet, après avoir vu satisfaire ses exigences, la masse des étudiants et des lycéens en grève a repris, juste avant la fin de l'année scolaire, le chemin de l'école et de l'université.

Ce qui est certain, c'est que le peuple marocain dans sa majorité est tenu, jusqu'à présent, à l'écart de ces épreuves de force. Il est très dépolitisé et surtout préoccupé de trouver des moyens d'existence.

La vraie opposition semble se manifester chez les Marocains émigrés. Ces travailleurs qu'on rencontre en Belgique, en France, en Allemagne occidentale, en Hollande, sont presque un million. D'Europe, ils peuvent se rendre compte du fossé profond qui sépare leur pays et les pays qui les hébergent. Ce n'est certes pas la différence dans le progrès technique qui les frappe. Ce sont surtout les conditions sociales dans lesquelles vit le travailleur européen et la situation lamentable dans laquelle végète l'ouvrier ou le paysan marocain.

Toutefois, ce groupe d'opposition reste fragmentaire. Les tentatives d'unir ses effectifs sont sabordées par les agents du gouvernement qui constatent déjà les retombées de ce réveil sur le sol marocain, dans le bled et l'oued d'où sortent ces émigrés. C'est là qu'on peut lire les slogans peints sur les anciens murs comme : « Si tu veux la libération, établis la république ».

Hassan II va sans doute devoir répéter ce qu'il avait déclaré après le coup de Skhirat : « Je veux changer quelque chose dans ma façon de gouverner ce pays ». Et le faire.

Il n'en reste pas moins que les brèches dans la citadelle alaouite s'élargissent de plus en plus. Ces fondements minés ne pourraient résister longtemps, malgré la baraka.

ET APRÈS LA «BARAKA»?..

Dans son discours à la nation marocaine

Hassan II a choisi la fermeté

« Oufkir voulait devenir régent du royaume »

déclare le souverain, qui assume les postes du général

A part des réactions, comme la manifestation de Tripoli devant l'ambassade britannique en protestation contre la livraison par les Anglais des militaires marocains réfugiés à Gibraltar, et les suppositions curieuses d'un journal libanais quant au rôle éventuel des Américains dans le complot contre le roi Hassan II, les faits majeurs du week-end, dans un Maroc calme mais abasourdi, sont les déclarations faites samedi, puis dimanche, par le souverain chérifien.

Elles ne semblent pas annoncer, comme certains croyaient pouvoir l'espérer, une ouverture réelle vers les partis et une démocratisation honnête. En effet, l'allocution du Roi à la population comporte une critique méprisante de l'opposition :

« C'est l'instabilité des partis politiques au Maroc, qui est à l'origine des mouvements dans l'armée », a déclaré en effet, le roi Hassan II dans le message adressé dimanche en langue arabe à la nation.

Le Souverain a réaffirmé que les derniers complots militaires « n'étaient que des incidents de parcours ».

« Tous ceux qui porteront atteinte à nos valeurs nationales,

doivent savoir qu'ils seront les premières victimes de leurs actes », a dit le roi du Maroc. Il a souligné, à cet égard, que les tentatives des militaires pour renverser le régime sont de la démente.

« Un nationaliste authentique, aimant sa patrie, qui a donné les preuves de son attachement à son pays, ne peut s'empêcher de se demander aujourd'hui — jour anniversaire de notre lutte du 20 août (exil du roi Mohammed V) — si notre pays restera à l'abri de toute aventure où sera constamment sur le qui-vive », a poursuivi le Roi.

Le Souverain a ensuite rappelé toutes les péripéties qui ont agité le Maroc depuis l'indépendance : la scission du parti de l'Istiqlal,

l'éclatement du Mouvement populaire, les événements du Rif et du Sahara, et, enfin, les deux tentatives militaires de Skhirat et du 16 août dernier.

« Les tentatives contre le trône

sont de la pure démente »

Hassan II a déclaré ensuite que les tentatives contre le trône relèvent de la pure démente.

« Leurs causes véritables, a-t-il dit, résident dans le fait que ceux qui détiennent le pouvoir politique, administratif, judiciaire ou militaire font des faux pas et ne cherchent pas à les réparer. Au contraire, ils se livrent à la calomnie et à la critique stérile pour cacher leurs erreurs.

« En tous les cas, a assuré le Roi, tous ceux qui porteront atteinte à nos valeurs nationales doivent bien savoir qu'ils seront les premières victimes de leurs actes. »

« Là où Allah m'a placé »

« Là où Allah m'a placé, a dit, en substance, le Souverain, pour sauvegarder la monarchie, je suis prêt à agir selon le rite malékite, qui n'hésite pas à faire périr le tiers néfaste de la population pour sauver les deux tiers sains. »

« Dans notre royaume, a enfin estimé le Roi, chaque citoyen peut accéder au pouvoir — sauf au trône — en utilisant des voies légales. Ainsi, a-t-il rappelé, les droits de vote et de se faire élire sont inscrits dans la Constitution et chacun peut parvenir à des fonctions administratives sans pour autant emprunter des voies illicites. »

En conclusion, le roi du Maroc a exprimé l'espoir de s'adresser au peuple le 20 août 1973 « alors que nous aurons cueilli les fruits des deux expériences douloureuses que nous venons de traverser ».

Le Roi reprend lui-même les postes d'Oufkir

Le Souverain chérifien avait, par ailleurs, annoncé, samedi soir, qu'il supprimait le département du ministère de la Défense nationale ainsi que les postes de major-général des Forces armées et major-général-adjoint.

(Suite en page 8)

Hassan II a choisi la fermeté

(Suite de la page 1)

Il a dit qu'il prenait en charge personnellement et définitivement la Défense nationale et le commandement de l'état-major général des Forces armées.

Le Roi a fait ces déclarations lors d'une audience en son palais de Khirat en présence du prince Moulay Abdallah et les membres du gouvernement.

« Oufkir voulait devenir régent »

Le Roi a confirmé, samedi soir, que le général Oufkir avait en l'intention de prendre le pouvoir.

Hassan II a également confirmé que le général Oufkir projetait de constituer un Conseil de la Régence dont aurait fait partie le fils du roi Hassan, le prince héritier Sidi Mohammed.

Au cours d'un discours radio-diffusé, le Souverain a également déclaré que les conspirateurs de l'armée de l'air, sous la conduite du général Oufkir, avaient projeté d'abattre au-dessus de la mer l'avion qui le ramenait au Maroc afin que l'appareil disparaisse dans les flots et de faire croire qu'il s'agissait d'un accident.

« J'ai porté atteinte aux relations avec la France »

Le Souverain marocain a encore fait un signe discret en direction de Paris en déclarant qu'il avait porté atteinte aux relations entre la France et le Maroc en protégeant le général Oufkir en sa qualité d'officier supérieur et de ministre du gouvernement.

Le Souverain faisait allusion au fait que le général Oufkir avait été mêlé à l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, le leader marocain de gauche, à Paris, en 1965. En raison de sa participation à l'affaire, le général Oufkir avait été condamné à la prison à vie par la Justice française.

Dans un discours où il minimise l'ampleur de la crise **Hassan dénonce le « désordre » des formations politiques marocaines !**

Rien de ce qu'on sait de la personnalité d'Hassan II n'autorisait à attendre de lui un discours d'« autocritique ». Comme après Skirhat, le Roi du Maroc a minimisé, dimanche, la portée des derniers événements, réduite à un « incident de parcours ». Il a évité avec soin de mettre l'armée en cause, réservant ses critiques les plus sévères aux formations politiques coupables, selon lui, du « désordre » de la société marocaine.

C'est dire qu'il faut beaucoup de bonne volonté pour discerner dans ce discours les traces d'une intention d'ouverture vers les forces démocratiques ! Le monarque, manifestement, entend poursuivre son jeu politique traditionnel : des négociations « individuelles » avec des personnalités de l'opposition en vue de priver celle-ci de toute base populaire. La meilleure preuve de son refus d'une évolution libérale, n'est-ce pas que la presse de l'Istiqlal vient encore d'être saisie, en particulier le journal de langue arabe « Al Alam » à la sortie des imprimeries, diman-

che ? Comment croire à une intention de renouveau si la répression continue ?

Reste l'affaire Oufkir. Le valeureux soutien du trône s'est transformé en traître, métamorphose digne d'un conte de mille et une nuits.

Ce qui s'est réellement passé entre Oufkir et le Roi, les raisons réelles de la rupture, on ne les connaît pas aujourd'hui et on ne les connaîtra pas avant longtemps, pas plus que les circonstances exactes de la mort du général.

La version royale selon laquelle celui-ci espérait camoufler en accident la destruction du « Boeing » est pour le moins étonnante : comment, avec tant d'officiers et d'aviateurs dans le complot, maintenir longtemps cette fiction ? Ce n'est qu'une interrogation de plus.

R.F.

Rabat, 20.

Le roi Hassan II, tirant dimanche ses conclusions de l'attentat manqué du 16 août, a dénoncé le « désordre qui caractérise l'action et les structures

des formations politiques du pays » et a lancé un appel à « toutes les forces vives de la nation ».

Liant la tentative d'assassinat de mercredi dernier au drame du palais de Skhirat, le souverain chérifien a conclu que ces deux événements ne sont que l'aboutissement « du désordre qui caractérise l'action et les structures des formations politiques du pays ».

« PORTES GRANDES OUVERTES »

Après avoir évoqué tous les événements qui ont marqué dix-sept ans d'indépendance marocaine, notamment les scissions intervenues dans les rangs des formations politiques, le souverain a affirmé que « les portes sont grandes ouvertes pour participer à tous les rouages de l'Etat, au pouvoir, aux institutions constitutionnelles et autres ».

Le Roi a lancé un appel à « toutes les forces vives de la nation pour que chaque Marocain se sente concerné, soit-il civil ou militaire, et prenne ses responsabilités nationales pour mettre fin au désordre qui existe dans les esprits et les formations ». Il a ajouté :

« Tous ceux qui chercheront

à porter atteinte à nos acquisitions nationales et à nos valeurs, doivent savoir qu'ils seront les premières victimes de leurs actes ».

Hassan II parlait officiellement à l'occasion du 19e anniversaire de la déportation du roi Mohammed V. Son intervention télévisée n'a duré que dix-huit minutes.

« INCIDENT ISOLE »

Le Roi a de nouveau qualifié l'attentat de mercredi, dont il a rejeté la principale responsabilité sur le général Oufkir, d'« incident isolé ». Ce qui ne l'a pas empêché d'admettre l'existence d'un malaise dans la vie politique marocaine.

Samedi, s'adressant aux commandants des unités militaires, le Roi avait annoncé qu'il assumait directement la défense nationale et le commandement de l'état-major général des forces armées royales. Le ministère de la Défense et les postes de major général des forces armées royales et major général-adjoint sont supprimés. Le premier était détenu par le général Oufkir, le deuxième par le général Abdessalam Ben Ameer.

SUITE PAGE 4



Le discours de Hassan

SUITE DE LA PAGE 1

UN COMLOT « DIABOLIQUE »

Puis le Roi avait donné des précisions sur le complot :

« Oufkir n'avait pas l'intention de proclamer la république; il voulait diriger le pays sous la couverture d'un conseil de ré-

gence après avoir fait croire que le Roi était mort dans un accident d'avion », a-t-il dit.

« Le crime devait être parfait. Personne n'aurait soupçonné Oufkir qui aurait lui-même dirigé l'enquête sur l'accident d'avion et conclu à une défectuosité mécanique ou autre. Il se serait ensuite rendu au palais en pleurs, pour consoler mes proches et les prendre sous sa « protection ». Personne n'aurait jamais douté

de sa bonne foi et de son loyalisme. Et même si cela devait arriver, il aurait été trop tard.

« Oufkir savait qu'il ne pourrait jamais être un président de la république. Il avait des faiblesses que vous connaissez et que je connais. Il aurait gouverné par le biais d'un conseil de régence sur lequel il aurait eu l'autorité absolue ».

Evoquant la tentative de Skhirat, le Roi avait poursuivi :

« Cette fois-ci, le coup est plus grave. Car si les mutins de Skhirat avaient agi à visage découvert en ayant l'intention bien arrêtée de proclamer la république, cette fois-ci Oufkir seul, avec la complicité de deux ou trois officiers aviateurs, aurait fait un coup d'Etat sans que cela en soit un. C'est plus diabolique ».

Le Labour party critique le renvoi au Maroc des deux officiers réfugiés à Gibraltar

Londres, 18.

Le parti travailliste a condamné vendredi la décision du gouvernement de refuser l'asile politique aux deux officiers de l'armée de l'air marocaine, et a affirmé que, ce faisant, les deux hommes ont été envoyés à une mort certaine.

Ivor Richard, porte-parole travailliste pour les problèmes extérieurs a demandé au gouvernement des détails sur la manière dont a été prise cette mesure « précipitée ».

Selon lui, les deux officiers auraient dû être amenés de Gibraltar, en Grande-Bretagne « pour un examen approfondi des considérations légales et internationales ».

DES BONS SIGNES PAR OUFKIR

Les bons autorisant les pilotes de la base de Kenitra à faire le plein de kérosène de leurs avions ont été signés par le général Oufkir lui-même, apprend-on dimanche matin de source proche de cette base d'où peu après, les « F-5 » décollaient pour tenter d'abattre le « Boeing » du roi Hassan II.

On apprend d'autre part de même source que tout le personnel militaire et civil — soit environ 400 personnes — en service à la base de Kenitra, le 16 août, jour de l'attaque, a été appréhendé et est interrogé par la gendarmerie royale.

Ces arrestations, précise-t-on,

ont été rendues nécessaires par les besoins de l'enquête qui cherche à déterminer quelle serait la part éventuelle de responsabilités du petit personnel qui fut chargé d'armer les « F-5 ».

Enfin, on apprend dimanche matin à Rabat que des instructions ont été données aux ports et aux aérodromes pour contrôler étroitement voire empêcher la sortie des Marocains. Cette mesure ne vise que les ressortissants du royaume.

UN PORTE-PAROLE U.S. : « ALLEGATIONS RIDICULES »

Un porte-parole autorisé de l'ambassade américaine à Rabat, a qualifié dimanche matin de « purement imaginaires », ridicules et fantaisistes », les accusations d'un journal libanais selon lesquelles les Etats-Unis auraient été « au courant du complot contre le roi ».

Interrogé par l'AFP, le porte-parole a souligné, une fois de plus, que la base de Kenitra est « totalement marocaine », qu'elle est « sous contrôle unique de l'armée chérifienne » et qu'il s'agit de personnel de l'armement, du carburant, des appareils et de toute l'infrastructure.

En outre, a précisé le porte-parole, le mercredi 16 août, aucun personnel américain ne se trouvait sur la base. Ces hommes font partie d'une mission militaire dont le rôle est purement d'assistance technique, à la requête des autorités marocaines.

On note enfin que l'envol de quatre « F-5 », chargés d'accueillir le roi revenant de l'étranger, selon une tradition bien établie, n'avait rien d'étonnant pour qui que ce soit à Kenitra.

AU CAIRE : DES QUESTIONS

Le Caire, 20.

L'éditorialiste du quotidien cairote « Al Ahram », Ahmed Bahieddine, commentant les récents événements du Maroc, déclare « étrange qu'Oufkir, ayant participé au complot, se soit rendu seul, de son propre mouvement au palais royal, et qu'un militaire soit incapable de se tuer d'une seule balle et qu'il lui en faille trois, comme un amateur ».

Toutefois, ajoute l'éditorialiste, « on ne peut écarter aucune hypothèse ».

« Al Ahram », ajoute que « le roi cherchera à faire porter à Oufkir la responsabilité des violences des dix dernières années et à entreprendre une nouvelle ouverture en direction des partis ».

De son côté, « Al Goumhouriya » déclare que la vie d'Oufkir a été « une suite de trahisons depuis qu'il a servi avec les Français en Indochine ».

« JE L'AI SOUTENU ET DEFENDU... »

« Pour Oufkir, a poursuivi le Roi, j'ai été jusqu'à gâcher mes relations avec un pays ami, la France (allusion à l'affaire Ben Barka). Je l'ai soutenu et défendu contre vents et marées... ».

En assumant la direction personnelle des forces armées, le Roi avait encore déclaré :

« L'armée marocaine sera l'armée de la nation. L'armée de Hassan II en qui vous trouverez la plus grande compréhension, mais aussi toute la sévérité et l'intransigeance nécessaires ».

Cette première déclaration du souverain avait été diffusée dans la soirée de samedi par la radio nationale marocaine.

Notre photo au-dessus du titre : Marqué d'une croix, le commandant Kabbaj, le pilote de l'avion royal qui a été attaqué...

(Ph. A.P.)

Tirant dimanche les conclusions de l'attentat du 16 août

HASSAN II rejette sur les partis la responsabilité de la crise marocaine

Tirant dimanche ses conclusions de l'attentat manqué du 16 août, le roi Hassan II a attribué à l'instabilité des partis politiques la responsabilité des mouvements qui s'étaient manifestés dans l'armée. Après avoir évoqué tous les événements qui ont marqué dix-sept ans d'indépendance marocaine et notamment les scissions intervenues dans les rangs des formations politiques, le Souverain marocain a cependant déclaré que « les portes restaient grandes ouvertes pour participer à tous les rouages de l'Etat, au pouvoir, aux institutions constitutionnelles et autres. Au cours de son message radio-télévisé, le Roi a paru pour certains surtout soucieux d'élargir la base de son pouvoir.

Samedi, s'adressant aux commandants des unités militaires, le roi Hassan avait annoncé qu'il assumerait désormais le portefeuille de la Défense et le commandement de l'état-major général de l'armée en remplacement du général Oufkir et du général Abdessalam Ben Ameer. En en prenant le commandement, le Roi avait laissé entendre que désormais elle ne jouerait plus qu'un rôle secondaire dans la vie du pays : « L'armée marocaine sera l'armée de la nation, l'armée de Hassan II en qui vous trouverez la plus grande compréhension, mais aussi toute la sévérité et l'intransigeance nécessaires. »

Le diable est mort

(De notre envoyé spécial)

Brusquement chacun s'est rendu compte que le diable sentait vraiment le soufre. Certains avaient encore des doutes. Maintenant tout y est : les cornes pointues, le visage anguleux et inquietant, la barbe au bout du menton. Le diable, c'était Oufkir. Même le Roi ne s'en était pas aperçu.

Samedi soir, il a réuni à Skhirat les officiers d'état-major et les chefs d'unités au grand complet.

Quand un gosse trébuche sur une pierre, il lui lance un coup de pied : les militaires en ont pris pour leur grade : « L'uniforme est déshonoré ; un fossé s'est creusé entre le peuple et l'armée ». Le tout dit sur un ton vif et en arabe dialectal.

Après trois jours de silence complet, le roi Hassan II prononçait ainsi son premier discours « sur les événements douloureux qui ont frappé le Maroc ». Dimanche midi, récidive : il adresse cette fois un discours à la nation. Lundi, ce sera de nouveau une conférence de presse en grand apparat au palais de Rabat. Trois speeches en quarante-huit heures, c'est beaucoup.

L'armée, c'est moi

Depuis samedi soir, l'armée sait qu'il n'y aura plus de ministre de la Défense. Le Roi a décidé de gérer lui-même le département. Comme on est difficilement souverain presque absolu et ministre de la

Défense, il se passera du titre.

« La réputation acquise par l'armée marocaine, depuis la conquête de l'Andalousie jusqu'à la guerre d'Indochine en passant par les diverses péripéties de la seconde Guerre mondiale, a-t-il dit à ses militaires, cette réputation qui donnait les Marocains pour des hommes, pour des lions est en passe de nous présenter comme un groupe de malfaiteurs qui s'en vont à la chasse du civil désarmé tout comme à la chasse au gibier. »

Conséquence directe : on recommencera tout à zéro, « comme si nous étions le 14 mai 1956 », date de la création des forces armées royales. Plus de ministre de la Défense, plus de major général non plus, plus de major général adjoint. Le Roi s'occupe de tout. Il consacra même, le timing est fixé, quatre heures par jour à ses troupes. Voilà qui promet des journées sans sommeil.

(Voir suite en troisième page)

OUFKIR, MON AMI

Curieux personnage quand même que ce Mohamed Ben Hima. Il est médecin, diplômé de Nancy, grâce à une bourse spéciale de Mohammed V. Mais on le prendrait plus volontiers pour un général. Le menton est autoritaire, le profil en lame de couteau, le ton est sec et cassant. Il ne parle pas, il ne crie pas, juste entre les deux. Mais le ministre de l'Intérieur de Hassan II se fâche dès qu'on lui pose des questions embarrassantes. C'est cet ex-Premier ministre, qui, un ordre est un ordre, a été désigné pour laver le linge sale marocain sur la place publique.

C'était un très bon ami du général Oufkir : « Nous avions un point commun : notre loyauté ». Point commun devenu dérisoire et tragique. Les Marocains, d'habitude, sont discrets, voire taiseux. Cette fois, on a mis le paquet. Trois jours de silence puis trois discours en vingt-quatre heures pour le roi Hassan II. Le bon ami

du général Oufkir, qui a été chargé de la sale besogne, est devenu lui aussi très loquace.

Un, deux, trois, comme l'écolier modèle, il divise en chapitres. Le premier, c'est le suicide du général Oufkir. Le deuxième, est déjà beaucoup plus orthodoxe : l'armée est saine et se porte très bien ; il n'y a pas de malaise. Le troisième l'est plus encore : « Pas de changement de politique et de gouvernement, mais le Roi resta souverain pour procéder aux changements qui lui paraissent utiles ». Ce qui, finalement, ne veut plus dire grand-chose.

« Je ne pense », dit le ministre de l'Intérieur, qui a occupé le 12 avril dernier la place que le général Oufkir occupait naguère, « je ne pense qu'il y ait ici aujourd'hui de personne mieux placée pour relater comment le général Oufkir s'est suicidé ». Un silence, l'ef-

M. O.

(Voir suite en troisième page)

LE DIABLE EST MORT

(Voir début en première page)

Il n'y a plus désormais au Maroc qu'une seule armée : « l'armée de la nation et de son roi Hassan II ».

Samedi soir, le Roi a déjà laissé pointer ce que sera l'histoire du 16 août. Tout comme après Skhirat, où il était le seul dépositaire de la vérité officielle, Hassan II est « le seul à connaître parfaitement Oufkir ». Lui seul peut donc expliquer le pourquoi et le comment de l'attentat. Le pourquoi, c'était l'ambition effrénée d'Oufkir qui, par l'intermédiaire du jeune prince héritier Sidi Mohammed, entendait tout régenter. Le comment, c'était la disparition tragique d'Hassan II, son avion abattu, Oufkir se précipitant au palais en pleurant pour introniser le jeune prince, tout en veillant à éliminer en même temps les « mercenaires » qui l'avaient si bien servi.

Dimanche midi, pour le peuple cette fois, Hassan II a, une nouvelle fois, reconstitué toute l'affaire, en tirant en plus quelques conclusions politiques.

Depuis dimanche midi, les par-

tis politiques de l'opposition — ou ce qu'il en reste — savent qu'ils auront à bien se tenir. Après Skhirat, Hassan II les avait accusés d'être les auteurs indirects du putsch. Puis, la tempête s'était calmée : c'est que Hassan II avait besoin de l'opposition qui constituait une force. Aujourd'hui avec ses discussions et ses querelles internes, cette même opposition ne représente plus grand-chose. Haro donc, puisqu'on peut s'en passer. La voix est lente, posée, claire, coupée parfois d'une petite toux nerveuse. Quelques crescendos. Un peu de bousculade. Des effets oratoires aussi avec, comme chez de Gaulle, des mots et des phrases, qui vont par trois. Les partis politiques, dit le Roi, sont responsables « des accidents de parcours » des treize derniers mois. Ils redevenaient ainsi coupables de Skhirat aussi.

Le Roi — et il le sait — sort plus puissant que jamais de l'attentat du 16 août. Le diable est mort ! Vive le Roi !

OUFKIR, MON AMI

set y est. « Nous ne l'avons pas tué ».

« L'avion de Sa Majesté a atterri à 16 h 35. Le général Oufkir a quitté la salon d'honneur de l'aérodrome dix minutes auparavant après avoir eu une communication téléphonique avec un officier de l'armée de l'air. communication à laquelle personne n'a pu participer... » Suivent de longues explications. Le général a compris que son attentat avait échoué. Convoqué au palais de Skhirat, confronté au colonel Dlimi, le chef des aides de camp du Roi et au général Moulay Hafid, accablé par les révélations d'un des mutins qui s'était réfugié à Gibraltar — le lieutenant-colonel Amakrane a déclaré aux Anglais : « J'ai obéi à l'ordre qui venait d'un grand général, son nom commence par un « O » — Oufkir dégaine son revolver et parvient à tirer à trois reprises malgré Dlimi et le général qui lui sautent dessus. La troisième balle, commenta le ministre de l'Intérieur a été fatale. « le général, qui était un homme intelligent, a compris ».

Les yeux de Rabat se sont soudainement ouverts. Comme Oufkir était, malgré tout, un personnage important et qu'il méritait un bel enterrement, le ministre de l'Intérieur se lance dans les dithyrambes.

« Nous étions de très grands amis. Ce fut un grand patriote. Ce fut un grand ministre ». Le ministre met ses lunettes de soleil. On imagine, que, pudeur, il pleure, gagné par l'émotion. « Je ne peux comprendre comment il a

pu faire ce qu'il a fait », marmonne-t-il. Quelques questions encore, esquivées d'un haussement de voix.

Cinq minutes plus tard, le ministre de l'Intérieur est dans un couloir donnant une joyeuse bourrade à un ami, un sourire radieux aux lèvres. Le show est terminé.

Oufkir, c'était bel et bien le diable. Et Rabat, assez interloquée, se remet maintenant à revivre l'affaire de Skhirat. Tous ces généraux exécutés sommairement au camp de Moulay Ismail, le lendemain du putsch, étaient-ils bien coupables ? On n'ose plus faire les comptes. C'est le général Oufkir qui les a interrogés personnellement en ne lésinant pas sur les moyens. C'est le général qui a obtenu leurs « aveux » et leur tête. Petit frisson d'horreur. Et si on avait exécuté des innocents ou des comparses qui n'ont joué qu'un rôle accessoire ?

Brusquement, parce que le général a démontré qu'il était vraiment capable de tout, alors qu'on supposait seulement qu'il était capable de beaucoup, chacun s'interroge, les familles des principaux mutins de Skhirat ont déjà été indemnisées. Très discrètement, la Couronne a fait remettre les biens qui avaient été confisqués après le putsch. Faudra-t-il des réhabilitations ? A Rabat, on n'ose plus tirer sur le petit fil qui dépasse de la couverture de peur que toute la pièce d'étoffe se mette brusquement à s'effiloche.

Lutte ouvrière - 22 Août 1971

أخبار

Éditorial

**Maroc :
le
règne
des
assassins**



(Ph. U.P.I.)

A PRES la conférence de presse au cours de laquelle le ministre marocain de l'intérieur, le Dr Benhima, a affirmé que le général Oufkir était l'instigateur de la dernière tentative d'assassinat du roi Hassan II, comme il avait été celui du putsch manqué de Skhirat, et que sa mort était due à un « suicide de félonie », et non à un « suicide de fidélité », beaucoup d'observateurs se sont gravement interrogés sur les raisons qui auraient pu amener un officier présenté jusque-là comme le féal d'entre les féaux, à conspirer contre la vie de son roi.

Ce qui s'est passé la semaine dernière au Maroc, aussi mélodramatique que paraisse le scénario, n'est pourtant pas, quant au fond, original. Le royaume chérifien n'est certes pas le premier Etat où l'armée essaye de s'emparer du pouvoir pour son propre compte, et il ne sera pas non plus le dernier.

En dépit du fait qu'il tolère plus ou moins l'existence de partis d'opposition, le régime de Hassan II est une dictature, incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires des masses populaires, incapable même de transformer les structures semi-féodales du pays, dépourvu de toute base sociale large, et ne s'appuyant que sur son appareil de répression militaro-policière. Cette situation n'a malheureusement rien d'exceptionnel, puisque c'est au contraire le cas de la quasi-totalité des pays sous-développés.

T Et comme dans tous les pays de dictature où l'armée est le principal soutien du régime, l'armée marocaine, ou du moins une partie du corps des officiers, aspire à cesser d'être un instrument du pouvoir pour devenir le pouvoir lui-même. Ce n'est pas un processus nouveau, c'est celui-là même que Marx avait analysé dans « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte ».

Et ce n'est pas seulement la soif du pouvoir qui pousse les officiers marocains dans ce sens. C'est aussi la volonté de se garantir contre toute possibilité de changement de politique. Depuis l'indépendance, l'armée a accompli toutes les basses besognes de répression du régime. Elle en supporte la responsabilité, et elle ne peut accepter la possibilité d'être désavouée un jour par le régime qu'elle a servi, si celui-ci estime qu'une nouvelle politique est devenue nécessaire.

En 1965, en faisant enlever et vraisemblablement exécuter Ben Barka, Oufkir et son entourage avaient rendu impossible pour un temps toute ouverture du régime vers l'opposition. Mais à terme, ils n'avaient pas supprimé ce risque, et ils ne pouvaient le supprimer qu'en s'en prenant au pouvoir royal, qu'en tentant d'évincer Hassan II pour assumer eux-mêmes tous les pouvoirs.

Nous ne savons certes que bien peu de choses sur les événements qui viennent de se dérouler au Maroc. Comme lors du putsch de Skhirat, Oufkir était peut-être le principal responsable du mitraillage de l'avion du roi, ou il avait peut-être simplement laissé faire. Il s'est peut-être vraiment suicidé, ou on l'y a aidé, ce qui est bien plus vraisemblable. Mais la signification de ces événements n'en est pas moins parfaitement claire : ils constituent un nouvel épisode de la lutte engagée pour savoir qui, du sabre ou du sceptre, doit occuper le trône marocain.

Oufkir éliminé, le problème n'est d'ailleurs pas résolu pour autant. Chaque nouvelle purge au sein de l'armée ne peut qu'augmenter le mécontentement de celle-ci, que la rendre finalement un peu moins sûre pour le roi. Et la marge de manœuvre dont dispose le régime pour se donner une base populaire par une politique plus « libérale » est extrêmement faible étant donné ce qu'il est et ce qu'est le Maroc d'aujourd'hui ; une telle politique ne pouvant au mieux que reculer les échéances.

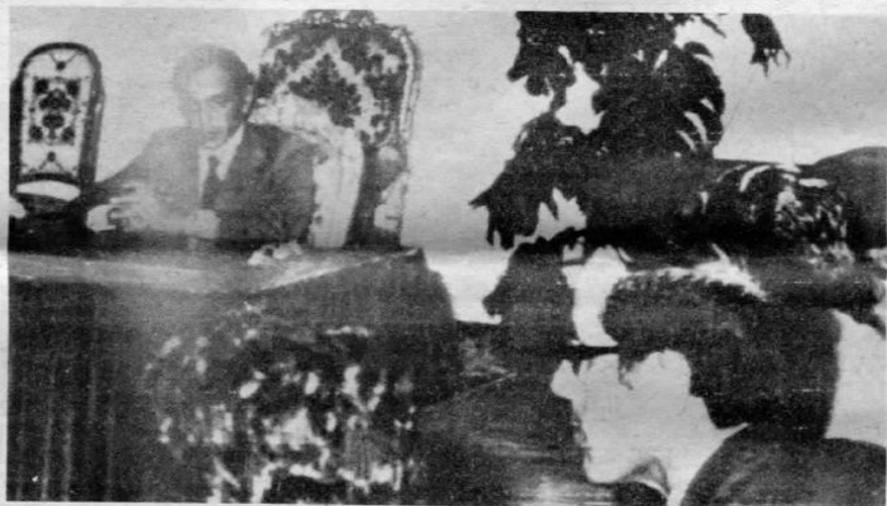
Hassan II vient de prendre personnellement le commandement de l'armée marocaine, supplantant le poste qui avait été jusque-là celui qu'occupait Oufkir. Mais le roi du Maroc ne saurait être l'armée à lui tout seul. Il lui faudra s'appuyer sur d'autres militaires. Et le fait que l'un des témoins qui aient aussi opportunément assisté au prétendu suicide de Oufkir ait été le colonel Dlimi, ancien bras droit de celui-ci à l'époque de l'affaire Ben Barka, montre assez que c'est le même type de personnel politique, et les mêmes méthodes, qui restent en place à Rabat.

En dépit de la « baraka » qui l'a suivi de Skhirat à Kenitra, et de l'élimination d'une partie des officiers qui voulaient sa disparition, Hassan II pourrait bien connaître, un jour prochain, le sort d'un Ben Bella, d'un Farouk ou d'un Fayçal, le sort de tous ces chefs d'Etat renversés par l'armée pour s'être trop appuyés sur elle.

LA MONARCHIE CHERIF

Le 10 juillet de l'année dernière, premier coup de semonce. Cinq gouverneurs militaires — sur les sept que compte le pays — s'insurgent contre le souverain et entraînent dans leur mécontentement les cadets d'Ahermoumou. La garden-party transformée en boucherie a des suites effrayantes : la moitié des survivants de l'état-major général sont exécutés, après un jugement sommaire. L'armée est décapitée, et par-dessus tout, elle est désorientée. Hassan II, les premiers moments de désarroi passés, se ressaisit et promet des réformes. Celles-ci doivent, en principe, être ac-

amorce sa descente et se prépare à atterrir. A trois mille mètres d'altitude, les passagers de l'avion ressentent une secousse. Un des avions de l'escorte vient de lâcher une rafale d'obus sur le Boeing blanc du roi. Les volets du train d'atterrissage ne fonctionnent plus, deux réacteurs se taisent et la cabine est criblée de balles. Le commandant de bord, s'adressant à la tour de contrôle de Rabat-Salé, affirme que les copilotes sont tués et que le roi est grièvement atteint à la nuque. Il demande le dégagement des couloirs d'approche. Les pilotes mutins, croyant que leur



PREMIER CONSEIL DES MINISTRES APRES L'ATTENTAT
Hassan II semble soucieux et abattu.

complies par l'équipe que M. Karim Lamrani, Premier ministre désigné, met sur pied. Après Skhirat, la priorité est donnée — croit-on — à une refonte de la politique du gouvernement. Oufkir veille à l'assainissement de l'armée, les ministres essaient de rendre le climat social plus salubre. Le mercredi 16 août 1972, des rafales tirées dans le ciel de Tétouan apportent la preuve que le malaise ne s'était pas dissipé et qu'il restait beaucoup de choses à changer au royaume de Hassan II.

Il y a huit jours, aujourd'hui, le souverain marocain et sa suite reentraient à Rabat, au terme d'un voyage en France et d'une brève escale à Barcelone. Le Boeing 727 — avion personnel du roi — aux commandes duquel se trouve le commandant Kabbage, survole les côtes marocaines. Au large de Tétouan, quatre F-5 de l'armée de l'air marocaine viennent escorter l'avion royal. Le pilote

œuvre avait porté ses fruits, cessent le tir, mais demandent au commandant Kabbage d'atterrir à l'aérodrome militaire de Kénitra. C'est de cette base militaire, proche de l'aéroport de Rabat-Salé, que les F-5 ont décollé pour accueillir le Boeing royal. Après avoir tergiversé et tourné quatre fois au-dessus de Kénitra, le pilote de Hassan II parvient finalement à se poser à Rabat.

L'avion immobilisé en bout de piste, le roi gagne le salon d'honneur dans une Mercedes. S'étant ressaisi, Hassan II passe en revue la garde, s'entretient avec l'ambassadeur de France, le chargé d'affaires d'Espagne et quelques ministres venus l'accueillir. Ensuite, il se rend à l'intérieur du bâtiment, pour embrasser ses enfants. Un absent illustre : le général Mo-

ENNE EN SURSIS ?

Deux années de suite, le Maroc a vécu un été particulièrement chaud. A deux reprises, en juillet 71 et en août 72, le

hamed Oufkir, ministre de la Défense et principal collaborateur du souverain chérifien. Dès l'annonce de l'attaque contre l'avion du roi, le général Oufkir s'est éclipsé.

Mais le ballet de la mort ne semble pas fini. Soudain, dans le ciel, surgissent les avions de chasse. Ils piquent vers l'aéroport. L'un d'eux, à l'écart, dirige les opérations. C'est à ce moment, justement, que le roi et son frère quittent les bâtiments de l'aéroport et se dirigent vers une pinède proche, où des voitures sont parquées. Dans le hurlement de ses réacteurs, un F-5 passe et lâche sur l'aéroport une bordée d'obus. Des autos flambent. Le roi se jette à terre. Huit personnes sont tuées et une cinquantaine d'autres blessées, dont quelques ministres.

Comme si les pilotes étaient tenus au courant des faits et gestes du souverain, ils rééditent leur carrousel sur la résidence d'été du roi. Mais cette fois-ci, Hassan II n'est pas au rendez-vous.

Le premier acte de la tragédie est terminé. Ce que l'on retient de la suite, c'est surtout le « suicide » du général Oufkir (voir plus loin), les rumeurs concernant une éventuelle collusion américaine, l'arrestation,

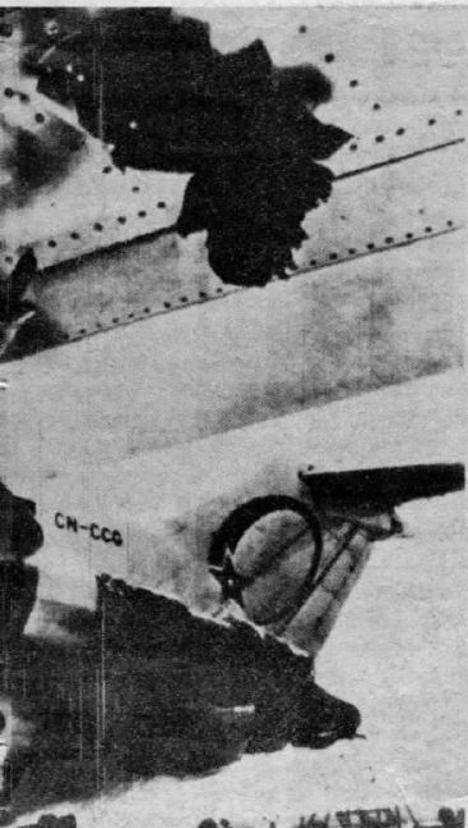
par les Britanniques, des deux officiers réfugiés à Gibraltar et surtout les « révélations » de Hassan II sur les intentions d'Oufkir. Parallèlement à ces séquelles purement marocaines, il faut noter les réactions dans les pays arabes et dans le monde.

Cette deuxième tentative de renversement de la monarchie, entreprise par une armée « épurée », est-elle l'œuvre d'officiers nationalistes mus par un sentiment de révolte contre les faiblesses du régime, ou bien est-elle téléguidée de l'extérieur ? Les événements sont trop pro-

nière, lors de l'horrible épisode de Skhirat, le roi avait été frappé par la hargne que manifestaient les jeunes militaires à l'encontre de ses hôtes. Il semblait même disposé à tirer les conséquences politiques de ce coup d'éclat. Il y a, chez les militaires, cette aversion pour les gaspillages et les scandales auxquels sont mêlés des familiers du Palais, qui conduit aux pires excès. Dans un Maroc qui souffre socialement, à une époque où le gouvernement cherche des solutions radicales pour accentuer le bien-être du peuple, le Palais étale des fastes suran-



LE ROI ET LE GENERAL DRISS BEN AOMAR
Le général prit la relève d'Oufkir.



L'AILE DU BOEING
ENDOMMAGÉE PAR LES OBUS
Sauvé par miracle.

ches pour que des conclusions hâtives soient tirées. Néanmoins, l'hypothèse selon laquelle les Etats-Unis auraient vu d'un bon œil l'installation d'un régime « à la grecque », n'est pas à rejeter. Il est certain que devant le pourrissement de la situation dans un pays allié, une grande puissance préfère le maintien d'un régime fort, à celui d'un homme, ami certes, mais débordé par les événements et en proie à une agitation permanente. Un Constantin de Grèce, miné par Papanréou et les partis de gauche, un Idriss libyen sénile et secondé par un prince héritier atteint de débilité mentale ne peuvent pas être des atouts maîtres dans une politique embrassant des continents entiers. Au Maroc, Hassan II a dû paraître faible à ceux qui ont pour tâche d'organiser cartes et écauquiers.

Mais l'écœurement de l'armée, il ne faut pas nécessairement aller le chercher dans les chancelleries ou dans les bureaux de la CIA. L'année der-

nés et surtout déplacés dans pareil contexte. C'est presque de la provocation, disait un diplomate. Hassan II avait, au lendemain de Skhirat, commencé par donner un sérieux coup de balai dans les milieux corrompus du royaume. Des procès ont été entamés, des biens confisqués, des politiciens limogés. Puis, toute la réforme finit en queue de poisson. Les bonnes intentions et leurs conséquences pratiques s'étaient estompées avec le temps. Le réveil fut dur.

Les réactions dans le monde arabe, à la suite de l'attentat du 16 août, n'ont pas toutes eu les mêmes résonances. De l'indifférence totale à la liesse officielle (suivant qu'on est content de l'échec du complot ou de sa simple élaboration), en passant par la politesse de commande, les événements du Maroc ont surtout intéressé les officiels. Au niveau de la rue, aucune émotion, sinon aucune réaction, sauf en Libye, où les manifestants ont attaqué l'ambassade britannique et foulé aux pieds l'Union Jack, pour

régime monarchique a failli être emporté dans le tourbillon révolutionnaire d'une armée mal à l'aise dans sa peau.

protester contre l'attitude de la Grande-Bretagne qui a remis au Maroc le lieutenant-colonel Amokrane et le lieutenant El-Midaoui, réfugiés à Gibraltar. De tous les pays arabes «progressistes», seule la Libye — comme en 1971 — a fait l'apologie des mutins de Kénitra. L'Algérie ne s'est pas prononcée; l'Égypte s'est contentée de reproduire les dépêches d'agences; l'Irak a donné peu d'importance à la nouvelle, de même que la Syrie. En revanche, Hussein et Bourguiba ont chaleureusement félicité Hassan II d'avoir échappé à l'attentat. L'indifférence de la Ligue arabe et l'absence de télégramme de félicitations de Sadate ont incité Hassan II à en faire le reproche au représentant de la télévision égyptienne à Rabat, au cours de la récente conférence de presse du souverain marocain.

Quand on va au-delà des apparences et des événements nus, une question reste posée. Quel est l'avenir de la monarchie chérifienne ? Si le roi arrive vraiment à dissiper le malaise de l'armée, en opérant des réformes profondes et durables, il lui faudra ensuite s'attaquer à un problème complémentaire et tout aussi vital : celui des partis politiques. Hassan II ne porte pas en très grande estime les hommes de l'opposition; il peut avoir ses raisons. Mais il ne peut continuer d'ignorer des voix qui ne sont pas toujours d'accord avec la sienne. A sa conférence de presse, Hassan II avait clairement laissé entendre que la mauvaise santé morale de l'armée était une conséquence directe de l'influence des partis politiques. Quoi qu'il en soit, il a besoin de ces partis pour gouverner. Plus il restreindra l'assiette du pouvoir, plus celui-ci lui échappera. Imbu de culture occidentale, ouvert aux problèmes modernes, Hassan II sait pertinemment que l'aura de la monarchie de droit divin ne suffit plus à un roi pour assurer son trône. Les révolutions manquées ont ceci de bon : elles peuvent être une école de sagesse.

L'opposition au Maroc

Paris, 16 août (A.F.P.).

L'opposition politique au régime marocain, essentiellement constituée par l'Istiqlal de M. Allal El Fassi, et l'Union nationale des Forces populaires de M^e Abderahim Bouabib, ne s'est à aucun moment solidarisée avec les auteurs du putsch de juillet 1971.

Ces deux partis sont réunis depuis 1970 au sein d'un Front national, la « Koutlah El Watania ». Après les événements de Skhirat, le Roi, qui avait proclamé son désir « de changer quelque chose dans sa façon de gouverner », avait entrepris de nombreuses consultations avec les milieux économiques et politiques du pays, qui n'ont donné aucun résultat en ce qui concerne l'éventuelle participation au gouvernement de ces deux partis d'opposition.

Le 17 février 1972, le roi Hassan II annonçait pour le 1^{er} mars un référendum proposant une nouvelle constitution au Maroc.

Le Front refusa de participer à cette consultation qui fut couronnée de succès et qui dota le Maroc d'une constitution transférant certains pouvoirs du Roi au Premier ministre et à la Chambre des représentants. Les dirigeants de l'Istiqlal et de l'U.N.F.P. auraient souhaité qu'un gouvernement provisoire de transition fut formé précisément pour préparer une telle consultation et des réformes.

Après la décision du Souverain de former un gouvernement de « réconciliation », la Koutlah El Watania se déclara prête à participer à cette équipe gouvernementale, mais malgré un mois de pourparlers, aucun accord ne put être conclu entre le Roi et le Front, et c'est M. Karim Lamrani, Premier ministre sortant, qui forma le nouveau gouvernement, où ne figure aucun membre de l'opposition.

Le début des années 1960 avait été marqué par une grande activité de l'opposition au sein des syndicats et dans les villes. Des procès eurent lieu en juillet 1963 et en juin 1971 condamnant des militants de l'U.N.E.P., pour complot contre le Roi.

L'Union nationale des forces populaires, née d'une scission du vieux parti nationaliste de l'Istiqlal, participait au gouvernement dans les premiers temps de l'indépendance du Maroc. Ce parti n'a cessé de réclamer une démocratisation du régime marocain et de très profondes réformes économiques et sociales pour lutter contre le sous-développement et la corruption.

Au sein du Front, né le 22 juillet 1970, l'Istiqlal et l'U.N.F.P. étaient tombés d'accord sur le programme

des réformes intérieures. Des dissensions ont éclaté ces derniers temps au sein de l'U.N.F.P., mettant face à face jeunes et anciens. Les jeunes, notamment un important groupe de l'Union nationale des étudiants du Maroc, « veulent changer le système, mais en participant aux élections futures, voire en entrant au gouvernement ». Face à ces derniers, les « durs » du parti, animés par le leader syndicaliste Mahjoub Ben Seddik et par l'ancien ministre Abdallah Ibrahim, refusent le compromis avec le palais.

Tripoli appelle les Marocains au soulèvement

L'armée libyenne entame des grandes manœuvres

Tunis, 17 août (A.F.P.).

La radio de la république libyenne, captée jeudi à Tunis, a lancé des appels « aux valeureuses forces armées arabes du Maroc et au peuple marocain pour qu'ils se soulèvent et mettent fin au régime despotique » du roi Hassan II, que Radio-Tripoli qualifie de « traître, réactionnaire et valet de l'impérialisme ».

S'adressant au roi en termes violents, la radio ajoute :

« Si tu t'en es tiré indemne aujourd'hui, pour une raison que Dieu seul connaît, rappelle-toi que la volonté du peuple est invincible. Le peuple arabe du Maroc ne sera jamais vaincu. La révolution continuera jusqu'à la chute de ton trône et l'éroulement de tes rêves. »

Rendant hommage aux auteurs de l'attentat, la radio les a dépeints comme de « valeureux officiers patriotes » cherchant à mettre fin au « règne de terreur du roi-assassin ».

Enfin, curieuse coïncidence, l'armée libyenne a commencé, jeudi, de grandes manœuvres. Cette nouvelle a été donnée par le journal « Al Ahram », qui précise que ces exercices dureront cinq jours et se dérouleront en présence de chefs militaires égyptiens venant comme observateurs.

Les rapports entre les dirigeants libyens et le roi du Maroc sont très tendus depuis juillet 1971, lorsque le colonel Kadhafi avait pris fait et cause pour les responsables du putsch manqué de Skhirat contre le souverain marocain. Radio-Tripoli avait été la première à soutenir les mutins de Skhirat. Depuis, elle diffuse régulièrement des émissions contre le régime monarchique marocain.

MAROC : L'OPPOSITION

REFUSE A HASSAN II

L'AURORA - 23/10/71

TOUT COMPROMIS

L'épuration de l'armée se poursuit : le chef de la marine est limogé après celui de l'aviation

(Voir en page 3 l'article de notre envoyé spécial Christian d'EPENOUX)

DE L'OMBRE DE BEN BARKA A CELLE D'OUFKIR

CETTE tragédie marocaine ne manque pas d'une incontestable grandeur, qui aurait séduit William Shakespeare. Peut-être le décor même s'y prête-t-il, puisque c'est sous le soleil chérifien que Orson Welles est allé tourner naguère son Othello.

Le roi lui-même, dans sa conférence de presse de lundi soir, a parlé du « drame shakespearien » de son ancien ministre de la Défense. Mais sans doute a-t-il oublié le sien. Ici, ce n'est pas Macbeth-Oufkir qui a tué le roi. C'est le roi qui a eu la peau de Macbeth. Et néanmoins, comme l'a dit un membre de l'opposition marocaine, Hassan donnait-il à chaque seconde, malgré l'aisance du verbe, le courage souvent acerbe de la démonstration, « l'impression d'avoir toujours le cadavre d'Oufkir devant les yeux ».

ETRANGE histoire marocaine, où les cadavres ont précisément une vie posthume imprévisible. Si le roi, lundi, a éludé la question portant sur l'affaire Ben Barka, il n'en demeure pas moins que ce cadavre semble peser encore lourdement.

Puisque nous apprenions, hier soir, de source bien informée, que les quatre principaux responsables de la séquestration de Ben Barka en octobre 1965, réfugiés depuis lors au Maroc, ont disparu de leur domicile à Casablanca, quelques heures après la mort d'Oufkir.

Ces hommes : Georges Boucheseiche, qui prêta sa villa de Fontenay-le-Vicomte pour y amener Ben Barka, Julien Le Ny, Jean Palisse et Pierre Dubail, avaient été condamnés, par contumace, à la prison à vie. Ils s'étaient reconvertis au Maroc, dans les hôtels luxueux — et souvent de « passe ». Un seul, Le Ny, avait échoué dans une prison marocaine d'où, l'an dernier, il avait été tiré par le colonel Dlimi.

Après s'être querellé avec ses amis, qu'il accusait d'avoir tiré leur épingle du jeu beaucoup mieux que lui, Le Ny s'était réconcilié avec eux. Les voici à nouveau saisis par le destin. Sans doute arrêtés, pense-t-on, après l'élimination de leur protecteur, Oufkir.

AINSI l'affaire Ben Barka étend-elle son ombre sur ceux qui y furent impliqués, tout comme aujourd'hui l'ombre d'Oufkir se met à planer sur le Maroc. Etrange ballet de spectres où le mort s'efforce de saisir le vif.

Certes, Hassan a tenté d'exorciser le spectre Oufkir. D'abord en affrontant avec « sportivité » les journalistes afin de laver, comme il le dit, « son linge sale » devant la presse mondiale. A-t-il réussi ?

Quarante-huit heures après son grand « one man show », suivi d'une réception à langoustes et petits fours, c'est la question que l'on peut se poser. Et tout d'abord, Hassan a-t-il prouvé la félonie de son féal Oufkir ?

Sur ce point, une première constatation. Alors que, vendredi dernier, le ministre de l'Intérieur Benhima n'hésitait pas à mettre le complot de Skhirat sur le dos d'Oufkir, le roi est beaucoup plus en retrait.

« Il est certain que je ne peux, dans ce domaine, ni affirmer ni infirmer. »

C'est plutôt au lendemain de Skhirat que l'idée d'écarter un jour Hassan aurait germé dans l'esprit d'Oufkir. Le roi précise même une date : le 14 juillet 1971, lendemain de l'exécution dramatique des généraux et officiers putschistes.

CETTE répression sanglante secoue une partie de l'armée. On apprend que le peloton d'exécution, sa besogne faite, a reçu l'ordre de cracher sur les cadavres. Le lieutenant-colonel Amoukrane est l'un des officiers traumatisés par cette révélation. C'est lui qui, il y a exactement huit jours, fonçait avec son F-5 sur le Boeing royal.

Philippe BERNERT

DIALOGUE IMPOSSIBLE AVEC L'OPPOSITION

(De notre envoyé spécial Christian d'EPENOUX)

RABAT, 22 AOUT. ... Après l'« appel du pied » lancé hier soir par le roi aux partis de gauche, au cours de sa conférence de presse, aucune réaction de l'opposition n'a encore été enregistrée à Rabat. Bien mieux, les leaders de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.F.) et de l'Istiqlal restent obstinément silencieux et introuvables.

M. Allal el Fassi, leader de l'Istiqlal, se trouve en Suisse où il n'a rien voulu dire. M. Bouabid, l'homme de tête de l'UNFP, se trouverait à Malaga d'où il ne s'est livré à aucun commentaire. En l'absence de leurs « patrons », les autres responsables ont décroché leurs téléphones ou font répondre qu'ils n'ont rien à dire, à l'exception toutefois de la commission administrative de l'UNFP (contestée) qui demande « l'instauration d'une démocratie réelle ».

Tout se passe comme si l'invitation du roi à « abandonner leurs exigences pour que le dialogue puisse reprendre avec eux » embarrassait les membres de l'opposition plus qu'elle ne les sert. Pour le gouvernement du roi Hassan, cette attitude est un argument inespéré. Selon un ministre que j'ai pu rencontrer tout à l'heure, elle est la preuve que l'opposition est incapable de se regrouper et de surmonter les graves dissensions qui l'ont agitée ces derniers mois, dissensions qui ont abouti à l'éclatement du bureau politique de l'UNFP.

« Si l'opposition était suffisamment structurée et organisée, ajoutait le ministre, elle ne se serait pas privée d'exploiter au maximum les événements qui viennent de se produire. Par le moyen de la presse, certains étrangers adversaires du régime, eux, ont bien su le faire. »

La seule prise de position officielle, à la suite des événements du 16 août, est contenue dans un communiqué de l'Istiqlal. Encore doit-on préciser que ce texte n'a été publié que lundi soir, soit cinq jours après l'attentat, ce qui peut paraître tardif :

« L'effondrement de la situation politique et économique du Maroc, déclare l'Istiqlal, est la conséquence de la voie antidémocratique et antipopulaire suivie par le régime. La solution de la crise grave que traverse le pays est de permettre au peuple l'exercice effectif du pouvoir ».

Une simple réaffirmation de principe.

L'opposition, dans les conditions actuelles, a-t-elle des chances de saisir la « perche » tendue hier soir par le roi ? Cela semble improbable tant devraient être grandes les concessions mutuelles qu'auraient à s'accorder l'une et l'autre parties.

La « perche » du roi est habile, dans la mesure où il

vernement, sous une forme ou sous une autre, ne saurait, cependant, être mise en doute :

Les élections sont prévues pour la fin de l'année ou au plus tard au début de 1973 et l'on procède actuellement à l'inscription sur les listes électorales. L'UNFP n'a pas fait campagne pour boycotter cette inscription. Ce qui fait que l'opération se déroule normalement. En effet, le ministre de l'Intérieur, qui y voit une preuve de l'intérêt porté par les Marocains à la vie politique, peut annoncer, aujourd'hui, que sur sept millions d'électeurs, 3.400.000 sont déjà inscrits. Ce qui peut être considéré dans ce pays comme un bon résultat.

Le jeu de l'UNFP et de l'Istiqlal est au contraire de démontrer que les masses populaires ne se sentent absolument pas concernées par la vie politique actuelle parce qu'elles ont la sensation d'en être tenues écartées. Si elle n'a pas cherché à empêcher l'inscription sur les listes électorales, l'UNFP a déclaré en revanche qu'elle ne prendrait position sur le sens du vote que si les fameuses conditions préalables citées plus haut sont acceptées. Dans le cas contraire, il ne lui resterait plus qu'à déclarer, comme elle l'a fait au cours des dernières années, qu'elle ne saurait participer à des élections « antidémocratiques » qui ne permettent pas au peuple d'être librement représenté.

Face à ce jeu subtil mais pour l'instant stérile, le roi a l'avantage d'avoir les rênes en main.

« Si Hassan II n'avait pas le soutien du peuple, dit-on autour de lui, il y a longtemps que ce même peuple aurait tenté de le renverser. Or on vient de le voir encore, les coups ne lui ont été portés par deux fois que par une fraction d'égarés et de traîtres ambi-
tieux. »

LE CHEF DE LA MARINE DESTITUE

Le commandant Driss Abaroudi, chef de la marine marocaine, a été démis de ses fonctions par le roi Hassan II.

Aucune explication de cette mesure n'a été donnée officiellement. On rappelait toutefois dans les milieux marocains bien informés que le commandant Abaroudi et le général Oufkir avaient déjeuné ensemble sur une plage proche de Rabat, le jour même de l'attentat manqué contre le roi.

La mise en disponibilité du commandant Abaroudi fait suite à la mise à la retraite du général Abdessalem Ben Ameur, major-général adjoint des forces marocaines.

met les partis au pied du mur. Et jusqu'à présent le silence d'en face démontrerait la justesse de son calcul.

Beaucoup d'électeurs inscrits

La volonté royale de faire participer l'opposition au gou-

le dernier acte reste à jouer

Après l'alerte, le roi du Maroc ne reste en fonction qu'en raison de l'incurie de ceux qui ont tenté de le renverser. Il garde donc le pouvoir, mais dans un isolement et une incertitude si totales qu'il est contraint de prendre la direction de l'armée.

Pourtant, il y a une semaine à peine, Hassan II s'estimait satisfait. A défaut d'avoir « changé quelque chose dans sa façon de gouverner », depuis le bal tragique de Skhirat, il avait ma-

nœuvré de telle façon que les principaux appareils marocains susceptibles de prétendre au pouvoir semblaient être neutralisés. L'armée avait été mise au pas par le « fidèle » Oufkir qui s'en portait garant ; les partis d'opposition, après s'être laissés entraîner dans des négociations de dupes avec le Palais, se faisaient « flouer » par le souverain qui organisait unilatéralement un referendum sur les amendements partiels de la constitution actuelle.

 I ne suffisait pas de vaincre, encore fallait-il le montrer, prouver qu'un an après la tentative de coup d'Etat militaire, l'ordre et la stabilité étaient revenus dans le royaume. Trois semaines de vacances en France devaient achever de démontrer aux plus sceptiques que le souverain pouvait s'absenter sans danger d'être renversé.

Les spécialistes français

A y regarder de plus près, cependant, il est manifeste que Hassan n'était pas aussi dupe qu'on le prétend. Depuis Skhirat, les services de sécurité marocains, en particulier ceux chargés de la sécurité personnelle du roi, avaient été complètement réorganisés par une mission française qui séjourna au Maroc de février à juillet 1972. Un certain nombre d'officiers de police restèrent même sur place après cette période, en particulier à la direction de la Sûreté Nationale. Pendant son séjour en France, Hassan II a, de plus, abordé l'éventualité de l'envoi d'une nouvelle mission chargée, en principe, de réorganiser l'armée, en fait de la contrôler... Or, contrôler l'armée, c'est se défier d'Oufkir dont le roi jusque-là, avait couvert les pires excès.

C'est également pendant l'absence du monarque que de graves dissensions, provoquées justement par des interprétations contradictoires de la rupture des négociations avec le Palais, éclatèrent au sein de l'opposition. Pour Hassan, c'est l'aubaine. « Comment voulez-

vous vous entendre avec des gens qui se déchirent entre eux ?... » C'est donc d'un cœur léger que le roi a dû monter dans l'avion qui devait le ramener au pays.

La suite est aujourd'hui relativement bien connue sur le plan des faits, si l'on excepte les contradictions des différents récits présentés à l'opinion : attaque de l'avion du roi puis de l'aéroport et du palais par les chasseurs de l'escorte ; selon toute vraisemblance, assassinat du général Oufkir et dénonciation de son rôle en tant qu'instigateur principal de l'attentat... Hassan-la-Baraka, le roi-miraculé est « sauvé » une fois de plus.. Pour la presse bourgeoise, l'anecdote fait souvent office d'histoire.

Le roi manchot

Ayant perdu son bras droit — et le fait que ce bras ait tenté de l'assassiner ne change rien à l'affaire — Hassan se retrouve manchot. Infirmité dangereuse pour un homme dont le pouvoir n'a plus d'assise solide ni dans l'appareil d'Etat ni dans les partis politiques, ni sur le plan international. Cette situation, le roi ne la doit pas, au fond, à des erreurs d'appréciation ou de manœuvres, pas plus qu'à la trahison de son homme-lige. Elle n'est que le reflet des contradictions des classes sociales dominantes imparfaitement représentées au pouvoir politique sous le règne de Hassan. Rétrospectivement, dans le coup de force de Skhirat et dans les

mesures prises pour y répondre, se retrouvent toutes les données expliquant la situation actuelle.

Dans la forme qu'elle a prise, cette tentative de coup d'Etat ne pouvait avoir lieu que grâce à la décentralisation de l'armée et du pouvoir militaire. Le Maroc était divisé en régions militaires quasi autonomes, commandées par des généraux de brigades et disposant des blindés, d'avions, d'artillerie, etc... attachés en propre à la région. On le voit, ces conditions étaient idéales pour permettre la constitution de féodalités militaires et donner à n'importe lequel des généraux de brigades la possibilité matérielle de marcher sur Rabat. C'est ainsi que put être orchestré le coup de force de Skhirat. Il n'existe pas aujourd'hui de preuve formelle de la responsabilité directe des services américains dans l'entreprise, mais certains faits, comme par exemple la révélation, par les Etats-Unis, de l'affaire de la corruption de la Panam — dans laquelle la famille royale se trouve mêlée — pousse à croire que le régime de Hassan II est déjà condamné aux yeux de l'impérialisme américain. Par contre, il est à peu près certain qu'Oufkir est au courant de la préparation du coup d'Etat de Skhirat qu'il s'apprête à se joindre après coup au camp du vainqueur et à sévir contre le vaincu quel qu'il soit.

Les raisons de l'échec

Si la tentative échoue, c'est moins en raison d'un incident technique que d'une divergence politique entre ses auteurs. Medbouh, homme de confiance du roi, n'est nullement insensible aux réticences qui se font jour au sein de certains secteurs de la bourgeoisie traditionnelle qu'inquiètent les mœurs du sérail politique et de la bourgeoisie affairiste. En effet, formellement stable et forte, la monarchie a une vie politique tellement secouée de soubresauts qu'aucune sécurité n'est plus permise aux classes dominantes et à l'impérialisme. Ababou, par contre, est issu du milieu des jeunes officiers formés après l'indépendance ; c'est un nationaliste scandalisé par la corruption et adulé par les cadets d'origine paysanne. Pour Medbouh, l'enjeu de Skhirat c'est l'abdication du roi. Dans cette révolution de palais, l'intervention d'Ababou, la signification politique de sa présence, sont indispensables. Mais c'est justement cette alliance qui s'est révélée non viable et l'exécu-

Politique Hebdo. 24/8/1972

tion de Medbouh par Ababou en symbolise l'échec. Ce qui sauva le roi Hassan ce jour-là, c'est l'impossibilité de l'entente entre deux tendances également intéressées — mais pour des raisons différentes — à la chute de la monarchie.

Après l'échec, le souverain charge Oufkir de réorganiser l'armée. En fait, à partir de ce jour, en guise de réorganisation, c'est le prochain coup d'Etat, celui du 16 août, qui est préparé. D'abord, les régions militaires et les fonctions de général de bridage sont supprimées. L'appareil militaire est centralisé entre les mains de l'état-major, c'est-à-dire entre celles du général Oufkir. Deuxièmement, pour éviter la constitution de nouveaux fiefs, il est institué une rotation permanente des commandants d'unité. C'est ainsi que Kouera, le principal exécutant de l'attentat du 16 août, sera nommé à Kenitra par Oufkir quinze jours avant le coup. Enfin, une grande importance est accordée à la brigade légère de sécurité, groupe d'intervention rapide surentraîné et très mobile.

C'est ainsi que dans la forme, le coup de Skhirat ne pouvait plus être recommencé, la réorganisation ayant définitivement mis un terme au morcellement du pouvoir militaire. Mais, dans le fond, tout était en place pour achever ce que Skhirat n'avait fait que commencer. Le réseau d'implications au sein de l'armée était tellement important qu'épurer véritablement l'appareil revenait à le détruire. La répression interne fut donc menée sans grande fermeté : on ne gâche pas un outil qui est sur le point de servir.

La carte des Américains

Il fallait de plus prendre le roi de vitesse et c'est là que l'enjeu politique de l'attentat prend toute son importance. Depuis Skhirat, en effet, Hassan s'était quasi exclusivement adressé à la France pour réorganiser les services de Sécurité et menacer de « retoucher » l'armée, toujours avec l'aide des Services français. Les affirmations du quotidien libanais « Al Nahar », relatives à la complicité des Américains dans la tentative de coup d'Etat, sont loin d'être dénuées de fondement. Il ne faut pas oublier que les pilotes des F5 ont été formés aux Etats-Unis, que la base de Kenitra compte 430 militaires U.S., enfin que l'ambassadeur américain n'était pas — curieux hasard — présent à l'aéroport de Rabat pour accueillir le souverain maro-

cain. Avec Oufkir, les Etats-Unis espéraient jouer gagnant, confiants qu'on ne s'acheminait pas vers une République pseudo-progressiste à la libyenne, mais vers un régime militaire à la grecque, stable, pas trop ouvertement corrompu et rentable d'un point de vue capitaliste.

La nécessité d'en finir avec la personne du roi, considéré comme le principal obstacle à l'institution d'un pouvoir politique non anachronique, est une opinion largement partagée dans la classe bourgeoise, l'armée, et certains milieux de l'opposition légaliste. Mais l'accord sur l'utilité de la chute du roi ne constitue nullement une plateforme d'entente suffisante, comme l'ont démontré les échecs successifs des tentatives de renversement du monarque.

Les Américains, par l'intermédiaire d'Oufkir, ont cependant décidé de jouer cette carte. Les Français, quant à eux, pencheraient vers une solution à leurs yeux plus pacifique et moins hasardeuse, celle d'une alliance entre le Palais et les partis d'opposition, accord à l'amiable aboutissant, au profit du néo-colonialisme français cette fois-ci, au même résultat : la stabilité du régime, la possibilité de faire des affaires en toute sécurité.

Une opération « fair-play »

La colère d'abord, le dégoût ensuite : ce sont les sentiments qu'aura inspirés à plus d'un le geste d'Edward Heath livrant sans délai à Hassan II les deux officiers marocains réfugiés à Gibraltar. Le « service » rendu au roi du Maroc s'inscrit pourtant dans la logique d'un système. Pouvait-on raisonnablement espérer que les traditions humanistes et libérales qui régissent — c'est bien connu — au royaume de Sa Gracieuse Majesté l'emportent, quand sont en jeu les « intérêts économiques » du pays et les bonnes relations entre deux régimes conservateurs ? Un marché a été conclu entre deux compères : deux têtes contre l'assurance du statu quo à Gibraltar, un statu quo que la faiblesse du régime marocain remettait si peu en cause... Le « prestige » de l'un des deux compères — le Premier Ministre britannique — aura sérieusement souffert dans cette opération. Quant à « l'image de marque » de l'autre...

Aujourd'hui, les jeux ne sont toujours pas faits. Après trois jours de silence embarrassé, le roi a pris la parole. Désarmé, il l'est certes, bien que l'apparente fermeté de ses propos tende à prouver le contraire. Il est clair qu'il n'a plus tellement de choix. Reconnaisant la responsabilité d'Oufkir dans la dégradation des relations franco-marocaines (allusion à l'affaire Ben Barka), ce n'est pas seulement à la France qu'il fait des appels du pied, mais aussi à l'opposition. En même temps, il se hâte de montrer le bâton, fustigeant les partis politiques, la presse, les irresponsables, etc. En fait, le marchandage est de nouveau ouvert.

Que répondra l'opposition ? Selon toute vraisemblance, elle se tiendra à une position traditionnelle : pas de participation au pouvoir sans garanties démocratiques, en particulier la libération des prisonniers politiques, et sans l'adoption d'une Constitution élaborée par une Assemblée constituante élue en bonne et due forme. Pour le moment, le roi juge inacceptables ces revendications. La valse-hésitation des négociations a-t-elle déjà commencé ?

Avant le dernier acte

Entre temps, il faut bien gouverner. Hassan est susceptible de faire appel à des officiers étrangers, probablement français, pour contrôler l'armée marocaine. Ce ne serait ni plus ni

moins qu'une forme camouflée de protectorat. Encore faudrait-il savoir si la France est prête à « couvrir » à un tel point un régime ravagé, sans que celui-ci ne se soit d'abord dévoué vis-à-vis d'une opposition somme toute peu exigeante.

Il est évident que la seconde éventualité ouverte au Maroc est celle d'un nouveau coup d'Etat qui risquerait d'être fatal à Hassan et à tous ceux qui auraient eu l'imprudence de s'engager entre temps avec lui. La disparition d'Oufkir plonge le royaume dans un climat d'incertitude tel qu'il semble bien que le dernier acte ne soit pas encore joué. Peut-être qu'à ce moment, ce sera au tour des jeunes officiers formés par Aboubou d'entrer en scène...

Quant au peuple marocain, les observateurs ne se sont pas trompés à ce sujet, il est resté prodigieusement indifférent. Au cours de son histoire, il a déjà prouvé qu'il savait se mobiliser pour les causes qu'il considère siennes. La passivité dont il fait preuve vis-à-vis des intrigues de palais, comme des marchandages électoraux, permet à chacune des parties de lui attribuer le rôle qui lui convient. En réalité, toutes ces manœuvres se font sans lui, ou plutôt, si l'on considère la dégradation de ses conditions d'existence, elles se font contre lui.

Anouar Khaled ■

MAROC : L'OPPOSITION

REFUSE A HASSAN II

L'AURORA - 23/10/71

TOUT COMPROMIS

L'épuration de l'armée se poursuit : le chef de la marine est limogé après celui de l'aviation

(Voir en page 3 l'article de notre envoyé spécial Christian d'EPENOUX)

DE L'OMBRE DE BEN BARKA A CELLE D'OUFKIR

CETTE tragédie marocaine ne manque pas d'une incontestable grandeur, qui aurait séduit William Shakespeare. Peut-être le décor même s'y prête-t-il, puisque c'est sous le soleil chérifien que Orson Welles est allé tourner naguère son Othello.

Le roi lui-même, dans sa conférence de presse de lundi soir, a parlé du « drame shakespearien » de son ancien ministre de la Défense. Mais sans doute a-t-il oublié le sien. Ici, ce n'est pas Macbeth-Oufkir qui a tué le roi. C'est le roi qui a eu la peau de Macbeth. Et néanmoins, comme l'a dit un membre de l'opposition marocaine, Hassan donnait-il à chaque seconde, malgré l'aisance du verbe, le courage souvent acerbe de la démonstration, « l'impression d'avoir toujours le cadavre d'Oufkir devant les yeux ».

ETRANGE histoire marocaine, où les cadavres ont précisément une vie posthume imprévisible. Si le roi, lundi, a éludé la question portant sur l'affaire Ben Barka, il n'en demeure pas moins que ce cadavre semble peser encore lourdement.

Puisque nous apprenions, hier soir, de source bien informée, que les quatre principaux responsables de la séquestration de Ben Barka en octobre 1965, réfugiés depuis lors au Maroc, ont disparu de leur domicile à Casablanca, quelques heures après la mort d'Oufkir.

Ces hommes : Georges Boucheseiche, qui prêta sa villa de Fontenay-le-Vicomte pour y amener Ben Barka, Julien Le Ny, Jean Palisse et Pierre Dubail, avaient été condamnés, par contumace, à la prison à vie. Ils s'étaient reconvertis au Maroc, dans les hôtels luxueux — et souvent de « passe ». Un seul, Le Ny, avait échoué dans une prison marocaine d'où, l'an dernier, il avait été tiré par le colonel Dlimi.

Après s'être querellé avec ses amis, qu'il accusait d'avoir tiré leur épingle du jeu beaucoup mieux que lui, Le Ny s'était réconcilié avec eux. Les voici à nouveau saisis par le destin. Sans doute arrêtés, pense-t-on, après l'élimination de leur protecteur, Oufkir.

AINSI l'affaire Ben Barka étend-elle son ombre sur ceux qui y furent impliqués, tout comme aujourd'hui l'ombre d'Oufkir se met à planer sur le Maroc. Etrange ballet de spectres où le mort s'efforce de saisir le vif.

Certes, Hassan a tenté d'exorciser le spectre Oufkir. D'abord en affrontant avec « sportivité » les journalistes afin de laver, comme il le dit, « son linge sale » devant la presse mondiale. A-t-il réussi ?

Quarante-huit heures après son grand « one man show », suivi d'une réception à langoustes et petits fours, c'est la question que l'on peut se poser. Et tout d'abord, Hassan a-t-il prouvé la félonie de son féal Oufkir ?

Sur ce point, une première constatation. Alors que, vendredi dernier, le ministre de l'Intérieur Benhima n'hésitait pas à mettre le complot de Skhirat sur le dos d'Oufkir, le roi est beaucoup plus en retrait.

« Il est certain que je ne peux, dans ce domaine, ni affirmer ni infirmer. »

C'est plutôt au lendemain de Skhirat que l'idée d'écarter un jour Hassan aurait germé dans l'esprit d'Oufkir. Le roi précise même une date : le 14 juillet 1971, lendemain de l'exécution dramatique des généraux et officiers putschistes.

CETTE répression sanglante secoue une partie de l'armée. On apprend que le peloton d'exécution, sa besogne faite, a reçu l'ordre de cracher sur les cadavres. Le lieutenant-colonel Amoukrane est l'un des officiers traumatisés par cette révélation. C'est lui qui, il y a exactement huit jours, fonçait avec son F-5 sur le Boeing royal.

Philippe BERNERT

DE L'OMBRE DE BEN BARKA A CELLE D'OUFKIR

(Suite de l'article de Philippe BERNERT)

Amoukrane, le roi révèle qu'il l'a interrogé lui-même. Il lui dit : « Pourquoi m'as-tu fait cela à moi ? Moi qui t'ai envoyé en France, dans de bons hôpitaux, pour te faire soigner par les meilleurs spécialistes. Tu ne le sais peut-être pas, mais je vais te le dire : ta maladie des reins est incurable. En principe, tu devrais mourir d'ici à un an, un an et demi. Alors mon vieux, que tu périsse de ça ou devant le peloton d'exécution, tu n'as plus rien à perdre. Tu peux tout me raconter... »

Et Amoukrane, explique le roi, se mit à parler et dit : « C'est Oufkir qui m'a pris en main après ce 14 juillet il m'a chambré, préparé... ».

Ainsi Oufkir aurait-il forgé son instrument d'exécution en lui « lavant le cerveau », comme le dit le roi. Oufkir savait-il déjà à ce moment-là qu'un an plus tard, il se servirait de F-5 pour abattre le roi, et non d'une quelconque mitrailllette ?

On ne sait trop, puisque de l'avis même du roi, le véritable plan de l'attentat n'aurait été conçu par Oufkir que « deux ou trois mois auparavant ».

MAIS pour le roi, le problème n'est pas là. Que Oufkir ait déjà complété à Skhirat, trois mois avant Kenitra, ou la veille, le problème est le même. C'est un traître. « Pour moi, le fait de conspirer, qu'il remonte à un an avant, ou à dix ans avant, ou à un jour avant, est le même ».

Étonnante petite phrase. Pour Hassan, le fait de conspirer n'est pas une question de date, mais d'intention. Oufkir n'était plus loyal, parce qu'il se permettait de critiquer le roi. Ouvertement même, on l'affirme, deux jours avant le retour de Hassan, dans une réunion d'officiers supérieurs.

Ce jour-là, Oufkir aurait longuement parlé d'élections susceptibles de doter le pays de nouveaux dirigeants, plus jeunes, espérait-il, plus progressistes aussi, à l'écart des intrigues de la Cour.

Critiquer le roi, c'est déjà le commencement du complot. Ne pas lui obéir en tous points, c'est également une forme larvée de putsch, estime Hassan. Parlant du procès de Kenitra, celui des jeunes cadets de l'école de sous-officiers d'Ahermoumou entraînés par leurs officiers dans la

rebellion de Skhirat, Hassan a ces phrases extraordinaires : « C'est Oufkir qui est intervenu pour recommander la clémence allant ainsi à l'encontre des consignes que je lui avais données. A partir de cette époque, je me suis posé des questions sur sa sincérité, sa loyauté à mon égard... »

OR de quoi s'agit-il ? Ces malheureux garçons avaient été jetés dans le putsch en croyant obéir aux ordres du roi. Par fidélité donc, par esprit de discipline. Le roi avait décidé qu'ils seraient châtiés : « dans la mesure où quelqu'un a été soupçonné d'avoir tué de sang-froid un civil, condamnez-le au maximum ».

Mais que fait Oufkir ? Passant outre aux instructions du souverain, il fait acquitter les cadets. Voilà qui révisé singulièrement l'image que l'on s'était faite d'un Oufkir policier et impitoyable, glaive aveugle frappant sur commande. Et c'est Hassan lui-même qui nous révèle ainsi, volontairement ou non, un aspect inconnu d'Oufkir : son esprit de clémence.

Ainsi donc, dans l'optique royale, la clémence est-elle le début de l'égarément et du complot. « Tous les officiers qui ont siégé au jury du procès de Kenitra ont été admis à faire valoir leur droit à la retraite à partir d'hier soir, a stipulé Hassan, et ils ne feront plus partie des forces armées royales. »

Mais ce mort Oufkir qu'il faut qu'on tue, pour en éliminer le contenu spectral, de quoi va-t-on l'accuser vraiment ? Hassan confirme qu'à son sentiment, Oufkir ne souhaitait pas la disparition de la monarchie. « Je n'arrive pas à saisir la raison de son comportement. » Mais Hassan pense également que Oufkir vainqueur aurait régné, il le confirme, par le truchement du petit prince héritier Sidi Mohammed, neuf ans.

MALHEUREUSEMENT, là aussi, on ne comprend pas très bien. Et c'est le mérite de Paul Dehème de nous apprendre qu'« aucun texte constitutionnel existant ne désigne le ministre de la Défense pour être régent. Il lui aurait donc fallu procéder à un coup d'Etat après la mort d'Hassan et de son frère ». Or le roi exclut lui-

même cette possibilité en insistant sur le « légalisme » d'Oufkir, son souci de la légitimité.

Et puis pourquoi Oufkir, se sachant démasqué, dénoncé par au moins deux officiers rebelles, serait-il allé se jeter dans la gueule du loup, au palais de Skhirat, au lieu de fuir, pourquoi pas en F-5 ?

ENFIN, dernière tentative d'exorcisme du spectre Oufkir, le roi qualifia Oufkir de « produit de la Résidence », c'est-à-dire de la France. « Il ne faut pas oublier qu'il a été l'aide de camp du général Duval, qu'il a travaillé avec Boyer de la Tour... »

Pour conjurer le fantôme, on va même tendre la main à l'adversaire, voire à l'ennemi. Hassan raconte comment il a sauvé la vie de Khaddafi, le chef d'Etat libyen, en interdisant à Oufkir de se livrer contre lui à une attaque aérienne-surprise. « Tu es fou... Ce ne sont pas des mœurs de chef d'Etat ».

Khaddafi, qui ne rêve que d'abattre Hassan, et qui s'en explique ouvertement, va-t-il prouver sa reconnaissance au jeune roi, prendre la main tendue par le souverain chérifien ? On peut en douter.

Quant à Boumedienne, Hassan nous a révélé avec un plaisir évident qu'il fut le premier dirigeant étranger à le contacter par téléphone à la suite de l'attentat. « Il m'a parlé très gentiment, comme d'habitude. Je le sentais ému. »

Hassan a-t-il oublié que le même Boumedienne avait fait monter récemment, par ses services secrets, un attentat contre Hassan ? Car lui aussi, comme Khaddafi, ne souhaite dans son for intérieur que la disparition de la monarchie chérifienne et son remplacement par un régime militaire de gauche.

Cela se passait il y a six mois, au moment où le général Oufkir était déjà, nous dit le roi, un félon en puissance. C'est Oufkir qui avait déjoué le complot algérien, tout comme il avait brisé dans l'œuf un attentat des agents syriens. Qui va désormais protéger Hassan ?

BOUCHESEICHE A ÉTÉ ARRÊTÉ ET EXÉCUTÉ

L'AURORA - 24/08/1972

**SUR L'ORDRE DU
COLONEL DLIMI
affirme la femme
du truand de
l'affaire Ben Barka**

(Voir en dernière page l'article
de Philippe BERNERT)



Mme Boucheseiche : « Depuis mars 1971, je n'ai plus de nouvelles de lui. »
(Photo Hubert LASSIER)

La femme de Boucheseiche, le truand de l'affaire Ben Barka, révèle :

"MON MARI A SANS DOUTE ÉTÉ TUÉ SUR L'ORDRE DE DLIMI"

« Oui, mon mari a disparu au Maroc. Il a été arrêté non pas mercredi dernier, après la mort d'Oufkir, mais très exactement le 19 mars 1971... »

C'est ce que me précisait, hier, à Fontenay-le-Vicomte, dans la fameuse villa qui fut sans doute la dernière résidence terrestre de Ben Barka, Marie-Louise Boucheseiche, épouse de l'un des principaux personnages d'une affaire qui fit sortir de ses gonds de Gaulle lui-même.

Mais ce n'est pas tout. Marie-Louise Boucheseiche révèle : « Au lendemain de la mort d'Oufkir, des amis bien informés sont venus me dire : Georges est mort. C'est maintenant une certitude. Mort donc dans

par
Philippe BERNERT

sa prison marocaine, dans le plus grand secret. Personne ne m'en a jamais avisé. Depuis mars 1971, je n'ai plus eu de nouvelles de lui ».

Pour Marie-Louise Boucheseiche, un homme sait, un homme a téléguidé toute cette affaire, un homme a donné les ordres nécessaires. C'est le colonel Dlimi, étoile montante à la cour du Maroc. Peut-être l'exécuteur d'Oufkir. Sans doute son successeur dans la faveur du roi.

« Voici toute l'histoire. Je suis fille d'hôteliers auvergnats qui réussirent brillamment à Paris. Je rencontrai pour la première fois Georges Boucheseiche dans l'hôtel tenu par ma mère, m'amourachai de lui. Je l'aurais suivi jusqu'au bout du monde. Ma mère en pleura des larmes de sang. Je continue de l'aimer, même après tout ce que je sais, rien n'est changé.

Cinq mois avant ce qu'on allait appeler l'affaire Ben Barka, j'achète un hôtel à Casablanca. Le Grand Hôtel, rue Abd-el-Krim-Diouri. Trente-cinq chambres. C'est une société anonyme, mais j'en possède, aujourd'hui encore, toutes les parts. Je surveille moi-même les travaux de rénovation.

En mon absence, mon mari et ses amis introduisent Ben Barka dans la villa. Moi présente, Georges n'aurait reçu personne sans mon consentement. Mais voilà. Puis Georges disparaît et depuis, d'après les réponses officielles des polices, qu'elles soient française ou marocaine, Boucheseiche a disparu de la surface de la Terre. On dit que personne ne l'a revu.

Pillage

« Je dis, moi, que je l'ai retrouvé souvent au Maroc, où il s'est installé au lendemain de sa fuite. Au début, il ne se montrait pas. Et puis, après le retour de Dlimi au Maroc. Dlimi qui, on le sait, s'était constitué prisonnier en France, en octobre 1966, puis avait été acquitté en 1967, toujours pour l'affaire Ben Barka, les choses ont changé.

« Dlimi a demandé à mon mari de s'occuper du Grand-Hôtel. Mais sans moi. J'ai été priée de rentrer à Paris. Georges me téléphonait souvent, ou bien j'allais le rejoindre dans les villas qu'il habita successivement dans les banlieues résidentielles de Rabat, la dernière en date se trouvant à Temara. Magnifique demeure, avec piscine. Mais il m'expliquait que mon hôtel, dont il avait pris la charge, ne rapportait quasiment rien, que les affaires allaient mal.

« Par la suite, j'appris au contraire qu'il faisait des affaires d'or. Mais, à chaque pas, Dlimi était derrière lui. Georges n'était d'ailleurs plus un être libre. Il vivait en-

touré de gardes du corps fournis par Dlimi. Pour veiller sur lui, mais aussi pour le surveiller.

« Puis, comme je l'ai dit, il disparut. C'est-à-dire qu'à une époque où, entre deux missions d'aide de camp auprès du roi Hassan, il était redevenu pour un moment chef de la Sûreté, le colonel Dlimi avait donné l'ordre de l'arrêter, en mars 1971. On a donc jeté dans une prison marocaine, au secret, ce fantôme dont Rabat disait qu'on ne l'avait jamais revu au Maroc. On en avait profité également pour piller sa villa, enlever les bijoux, les mobiliers de ce Boucheseiche qui n'existait pas.

« Restait le Grand-Hôtel de Casablanca, qui m'appartenait. Après avoir attendu longtemps un signe de vie, je me suis décidée à me rendre sur place. Pour une double raison. Essayer de voir le général Oufkir. C'était un homme bon, droit, qui n'oubliait pas ses amitiés et la parole donnée. Lui n'aurait jamais admis le traitement infligé à mon mari.

Procuration

« L'autre mobile de mon voyage, c'était mon hôtel. Je m'étais décidée à le vendre. J'arrive donc tout d'abord à Rabat, un vendredi. Les fêtes commencent, je ne puis venir à joindre personne. Et j'ai d'ailleurs le tort de me confier à des notables que je rencontre. Car le lundi matin, alors que je m'apprête à me rendre à Casablanca pour soumettre mon problème à mon homme d'affaires, la police d'Ahmed Dlimi arrive. Pour m'expulser sur-le-champ.

« Et puis, j'entends parler d'une histoire invraisemblable. On me dit : « Mais vous n'avez plus le moindre droit sur cet hôtel. Vous avez signé une procuration. »

« Je réponds : « Je suis trop fille de commerçants auvergnats pour me laisser rouler ainsi. A mes hommes de loi, j'ai dit un jour que si jamais on leur montrait une procuration de moi, c'est qu'elle serait fautive. Parce que, tant que je vivrai, je n'en donnerai aucune. C'est ce qui me permet, aujourd'hui, de porter plainte pour faux et usage de faux... »

Boucheseiche a été condamné en France, par contumace, à perpétuité. Paris a réclamé son extradition. Le Maroc a toujours répondu : « Boucheseiche est inconnu chez nous. » Aujourd'hui, Marie-Louise Boucheseiche, sa femme, apporte donc un témoignage capital sur les dernières années de Boucheseiche au Maroc.

Nous savons désormais qu'après avoir été protégé directement, ou si l'on préfère surveillé, manipulé par le colonel Dlimi, Boucheseiche a disparu dans un cul-de-basse-fosse chérifien. Que Boucheseiche soit un truand, personne ne l'ignore, et Marie-Louise ne cherche pas à le défendre sur ce point. Mais Français, il devait être jugé en France, s'y expliquer, y purger sa peine. L'arbitraire marocain a prévalu.

Il faut noter que c'est au lendemain de la mort d'Oufkir que la nouvelle de la mort de Boucheseiche parvient à son épouse. Peut-être n'a-t-on osé tuer le truand de l'affaire Ben Barka qu'à ce moment-là.

« En tout cas, dit Marie-Louise Boucheseiche, j'ai écrit au colonel Dlimi pour avertir qu'il ne faudrait pas toucher à ma famille et à un seul cheveu de mes petits-enfants. Je ne le supporterai pas. Là, je sortirai mes griffes. »

التاريخ: ٢٤ / ٨ / ١٩٧٥ | مصدر النبأ: L'AURORÉ | الموضوع: المحاولة ١٦ عت

Au moment même où la femme du truand
Boucheseiche révélait l'exécution de son mari

Hassan "blanchit" Oufkir
d'au moins un crime :
celui du rapt de Ben Barka

L E mot terrible, définitif, du roi Hassan sur la mystérieuse volatilisation de Mehdi Ben Barka en 1965 : « Je vous le dis le plus franchement, le plus cyniquement possible : je ne regrette pas la disparition de Ben Barka... Si Ben Barka n'avait pas disparu, vous l'auriez trouvé aux côtés de Cohn-Bendit, en mai 1968... »

C'était dit, mercredi après-midi, sur la terrasse ensoleillée de la villa du Souissi, au journaliste Jean Mauriac, fils du célèbre romancier du « Nœud de vipères ». Donc, le souverain marocain se garde de pleurer ce révolutionnaire qui « appartenait à tout ce qui est toujours contre tout ».

Pour Hassan, une chose est indéniable. De Gaulle s'est trompé dans cette affaire, et il a été trompé :

« Le Général a été induit en erreur par ses services. Pour que le général — lui qui était si prudent, qui réfléchissait toujours tant avant de parler — se précipitât ainsi et fit la déclaration qu'il a faite au sujet d'Oufkir, c'est qu'il devait avoir devant lui des preuves préfabriquées, qu'il croyait bonnes, et qui ne lui laissaient aucun doute... »

Or que fit de Gaulle dans sa conférence de presse du 21 février 1966 ? Sans le moindre ménagement, avec une hautaine certitude, il impliqua le général Oufkir, alors ministre de l'Intérieur du roi, dans le rapt. Et ceci en termes sans équivoques.

« Ce qu'il faut considérer d'abord dans cette affaire, c'est que le ministre de l'Intérieur marocain a, comme tout l'indique, fait disparaître sur notre sol un des principaux chefs de l'opposition... »

« Rien n'a été fait par le gouvernement marocain pour aider la justice française à établir la vérité... Comment d'ailleurs l'aurait-il fait puisque Oufkir ne s'est jamais — et pour cause — expliqué sur ses allées et venues à Paris et aux environs et qu'il reste ministre à Rabat... »

Et plus brutal encore, plus glacé, de Gaulle accuse : « Ce qui s'est passé n'a rien eu que de vulgaire et de subalterne. Il s'est agi d'une opération consistant à amener Ben Barka au contact d'Oufkir et de ses assistants en un lieu propice au règlement de leurs comptes... »

Pour Dlimi

Le cœur même du drame, le noyau du crime tenant dans l'expression : « amener Ben Barka au contact d'Oufkir et de ses assistants... » Assistants parmi lesquels se trouvait au premier rang, ne l'oublions pas, le colonel Dlimi.

Après la mort d'Oufkir, — suicide ou exécution, peu importe, le roi Hassan, qui a le souci sincère de normaliser entièrement les relations entre Paris et Rabat, détériorées pendant sept ans par l'affaire Ben Barka, après la disparition d'Oufkir donc, le roi aurait pu tenir ce langage :

« Maintenant, je sais ce qui s'est passé en octobre 1965, à Paris et aux environs : Fontenay-le-Vicomte, etc. Oufkir a pris sur lui d'éliminer Ben Barka. Je viens seulement de le découvrir à travers les documents qu'il laisse, et les langues qui se délient.

Le roi pourrait le faire d'autant mieux que maintenant, tout le monde s'interroge sur le véritable comportement d'Oufkir ces dix dernières années.

Mais non, Hassan ne profite pas du silence de ce cadavre pour le charger de ~~tous les crimes.~~ Quant à dire qu'Oufkir a été l'instigateur, l'exécutant de la disparition de Ben Barka, je peux vous assurer que, jusqu'à présent, je n'ai pas eu la moindre preuve, de la part d'Oufkir, ni la moindre allusion, ni le moindre aveu pouvant me laisser penser qu'il avait ~~participer de près ou de loin, à tout cela.~~ »

Sur ce point au moins, le roi « blanchit » le général félon. Du même coup, il dédouane aussi tous les éventuels participants marocains au rapt. Et, en premier lieu, ne l'oublions pas une fois de plus, le colonel Ahmed Dlimi.

Et c'est là que l'on découvre que la démonstration du roi est, après tout, assez limpide. Si Oufkir a trempé dans la disparition de Ben Barka, alors toute sa suite est aussi coupable que lui, à commencer par Dlimi qui était alors son chef de la police et exécuteur des hautes et basses œuvres.

Chiquenaude

Comme il n'est pas question d'impliquer Dlimi à nouveau, comme le roi veut en finir avec le contentieux Ben Barka, la question sera laissée en suspens. L'innocence de Dlimi passe obligatoirement par celle d'Oufkir. Mais si personne n'est coupable du côté marocain, alors qui a enlevé Ben Barka, et pourquoi ?

Par une sorte de fatalité dans une affaire qui en comporte beaucoup (notamment la série des « suicides » : Figon, l'étudiant

Azemouri, Oufkir), à l'heure précise où le roi s'entretenait avec Jean Mauriac et disait : « Le Maroc n'est pour rien dans le rapt », une femme parlait. Marie-Louise Boucheseiche.

Et cette femme ne nie pas les liens de son mari avec les Marocains. Elle dit que Boucheseiche, après le rapt, s'est réfugié au Maroc et qu'il y fut, en 1971, arrêté par son protecteur et instigateur de l'affaire Ben Barka, Ahmed Dlimi. Simple coïncidence entre l'interview royale à l'A.F.P. et la décision de Marie-Louise Boucheseiche de sortir de sa réserve ? C'est possible.

En tout cas, la mort d'Oufkir déclenche un nouveau processus. L'affaire Ben Barka aborde un nouveau cercle de son enfer. Le roi veut y mettre fin. Une femme se met à crier que ce n'est pas fini. Quatre truands français disparaissent au Maroc : Boucheseiche, Le Ny, Palisse, Dubail. Ils étaient, vivants, les témoins de l'implication de certains milieux marocains dans l'enlèvement de Ben Barka. Mais sont-ils vivants ? « Mon mari a été exécuté, dit Mme Boucheseiche, sur l'ordre de Dlimi. »

Tout devient de plus en plus étrange, échevelé, ambigu. Le roi nous révèle que le mal ne venait pas d'Oufkir, mais de la femme d'Oufkir.

« J'ai donné l'ordre à Oufkir de renvoyer sa femme, dit encore le roi. Il le fit. Mais plus qu'à contre-cœur... » Ce condottiere, homme à femmes, grand chasseur devant l'Éternel, se trouva « démantibulé, intellectuellement en pièces détachées. Il ne fallait plus qu'une chiquenaude pour le faire basculer de l'autre côté... »

Dans la trahison ? C'est là qu'émerge le nom d'une autre femme, Assia Lazrak, épouse de l'ancien ministre des Finances en prison pour corruption. On dit que c'est chez elle qu'Oufkir organisa le complot avec les deux autres chefs de l'opération, le lieutenant-colonel Amoukrane et le commandant Kouera. D'abord arrêtée comme complice, Assia Lazrak a été libérée. Elle aurait simplement préparé le diner des conjurés avant de s'éloigner sur la pointe des pieds, sans écouter aux portes.

On reproche aussi à Oufkir mort d'avoir noué des contacts avec un des chefs de l'Union nationale des forces populaires marocaines en exil, Mohamed Basri, condamné à la peine capitale dans son pays. C'est le lieutenant-colonel Amoukrane qui serait venu voir Basri à Paris et Evian, pour le compte d'Oufkir.

Epuration

Ainsi, peu à peu, cahotante, incertaine, toujours sujette à révision, se met en place la nouvelle image d'Oufkir. Tous ses fidèles sont menacés. L'épuration s'étend. Vient d'être arrêtés son ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Mohamed Benalem, qui fut blessé dans les jardins de Skhirat en juillet 1971 ; le colonel Damnati, chef de cabinet d'Oufkir, etc. Un important mouvement de mutations ou de mises à la retraite anticipée serait sur le point de se déclencher.

Véritable épuration qui se trouve en contradiction avec les premières déclarations royales et celles du ministre Benhima, mentionnant qu'il ne s'agissait pas, cette fois, d'une rébellion vaste comme en juillet 1971, mais d'un complot réunissant tout au plus une demi-douzaine de conjurés.

Ancien résident général au Maroc, le général Boyer de la Tour avait revu récemment Oufkir, qui fut son aide de camp. « Je l'ai trouvé, dit-il, très dévoué au souverain. » Un autre ex-résident général, Francis Lacoste, témoigne que « jamais, jamais, je ne trouvai sa loyauté en défaut » et ajoute qu'Oufkir « n'était pas homme à trahir ceux qu'il respectait, qu'il n'était pas de ceux qui manquent à ce qu'ils jugent être leur devoir ou leur honneur ».

L'Histoire, qui de toute façon est en marche, jugera.

Philippe BERNERT